N° 624 — Semaine du 22 au 28 juin 1974 — 2 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

tribune socialiste

PSU

SOCIAL le coup du marchand de sable

● **DUNKERQUE : 72 morts + 1...**

● **EN VISITE : le Shah qui tue**

● **LA FETE : 50 000 !**

7 JOURS DANS T.S.

■ **Des chansons, des gosses, des sourires, du soleil, un site superbe. C'est ça, une fête réussie. Souvent présents dans les coups durs des luttes sociales, les militants du PSU ont montré qu'ils savent aussi mettre la bonne humeur et organiser les loisirs d'une manière différente du Club Méditerranée (p. 8/9).**

■ C'est de ce PSU bien vivant dont Robert Chapuis a parlé sur les terrasses de Meudon (p. 4) ; il a expliqué à tous ceux qui souhaitent que la gauche ne soit pas prise au piège du **new-look** de la droite comment le PSU peut apporter sa contribution originale aux forces populaires. Cette question est envisagée aujourd'hui dans le cadre de la nouvelle donne créée par les mouvements sociaux récents et par la dernière échéance électorale ; Jean Le Garrec (P. 5) et Michel Rocard (p. 16) montrent qu'à travers les nouvelles perspectives organisationnelles de la gauche, c'est bien une avancée de l'autogestion socialiste qu'il s'agit de réaliser.

■ **Cette avancée, chacun en ressent le besoin. Pas seulement ceux qui sont déçus de s'être faits encore bernés par les promesses sociales du pouvoir ; car même si celles-ci reçoivent ci et là une réponse positive, il est évident que les structures fondamentales du capitalime ne sont pas touchées. Mais l'avancée de l'autogestion socialiste est surtout appelée par ceux qui vivent quotidiennement l'exploitation, parfois jusqu'à la mort, comme dans ce complexe sidérurgique de Dunkerque où l'usine a déjà tué 72 camarades (p. 6) (*). Cette lutte à mort contre le capitalisme n'a plus l'air d'ébranler beaucoup ceux de Force Ouvrière ; comme l'explique Jacques Ferlus (p. 7) leur dernier congrès fut la grand'messe du réformisme. On y a même entendu quelqu'un demander publiquement à Bergeron** « Mais est-ce que nous sommes encore pour le socialisme ? ». **Incroyable.**

● Philippe Marielie revient du Caire. Il y a rencontré Arabi Awad, un des leaders du PC jordanien et résistant palestinien en territoires occupés avant d'en être récemment expulsé. Il décrit à TS la dureté des luttes de libération dans les territoires et aussi la difficile situation vis à vis du roi Hussein avec qui il ne peut être question de coopérer. Difficile aussi d'être opposant en Iran dont l'empereur-flic va être le premier chef d'Etat reçu par Giscard d'Estaing (p. 10-11).

■ **Avant de céder aux délices du soleil d'été, jetez un coup d'œil pages 14 et 15. Vous serez vite convaincus qu'au lieu de mettre l'habituel San Antonio dans vos valises, vous feriez mieux d'y mettre un des bouquins que TS vous conseille. Et puis, si vous le commandez à la librairie du parti (9 rue Borromée, Paris 15e) ça vous coûtera 10 % de moins, et nous, ça nous rapportera du fric.**

Jacques GALLUS ■

(*) On a à peine fait le compte qu'il faut rectifier : ce bagne vient de faire sa 73e victime ! Jusqu'à quand ?

Giscard d'Estaing candidat nous avait promis beaucoup de nouveautés. Le moins que l'on puisse dire est qu'il tient mal ses promesses. La France connaît une inflation accélérée, mais le pouvoir préfère s'attaquer à certaines conséquences fâcheuses, que de combattre les causes. Il est plus facile d'assurer aux catégories les plus défavorisées un niveau de consommation suffisant pour faire fonctionner l'économie dans les meilleures conditions possibles pour le capitalisme.

miracles

C'est pourquoi les mesures économiques de restriction ne touchent pas, en apparence, les catégories les plus modestes ; c'est pourquoi aussi les mesures sociales visent à améliorer le pouvoir d'achat, ou plutôt à compenser la perte, pour les vieux, les familles, les chômeurs.

Un pouvoir fragile ne peut prendre le risque de voir renaître les revendications les plus criantes. Jamais jusqu'à présent une politique économique et sociale ne s'était plus alignée sur les théories libérales. La politique de Giscard en faveur des grandes entreprises est nette et ne fait que renforcer ce qu'il avait mis en œuvre rue de Rivoli. Il faut permettre de réorganiser le capitalisme autour des grandes sociétés, en particulier les multinationales, et tant pis pour les plus petites. C'est

tribune PSU SOCIALISTE

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.
Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE . joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

DÉCOUVERTE ET CULTURE
Loisirs
94 rue Notre-Dame des Champs
Paris 75006
☎ 325 00 09 633 77 78

● **ANGLETERRE : 6 au 28 juillet**
Londres — Hampton — Canterbury — Bath — Stratford — Birmingham — Liverpool — Wakefield — Coventry —

Rencontres avec les syndicats et les travailleurs des mines, du secteur automobile, des militants politiques, minorités ethniques, shop stewards.

● **ITALIE — trois circuits en coopération avec le P'dup :**
— du 5 au 20 juillet, du 1er au 16 septembre (circuit du Nord)
— du 21 juillet au 6 août (circuit du Sud)

Rencontres avec la gauche révolutionnaire italienne et des militants syndicalistes, problèmes régionaux, unité ouvriers-paysans.

● **ET ENCORE des séjours et circuits en Suède, Algérie, Yougoslavie, Albanie, Roumanie, Mexique, Pérou, Argentine, Yémen du Sud, Palestine, USA, Inde.**

CALENDRIER

● **mardi 25** — 20 h 30 — **MJC,** 47 rue de Saussure Paris 17e (m° Rome ou Villiers) : **soirée Larzac** (film « Gardarem lo Larzac » — débat sur le refus de l'impôt et sur le groupement foncier agricole).

● **mercredi 26** — de 17 h à 23 h — Foyer international de l'accueil de Paris — 30 rue Cabanis — Paris 14e : **6 heures pour le Sahel** (forum permanent — films, diapos, débat, expo).

● **jeudi 27** — de 18 h 30 à 21 h — 68 rue de Babylone — Paris 7e : **Edouard Depreux** signera son livre « **Servitude et grandeur du PSU** ».

● **jeudi 27** — 21 h — **Mutualité** — Paris — **gala de Politique-Hebdo** avec Colette Magny, Jean-Paul Verdier, les Catcaf, Imanol. Bon de soutien de 10 F à pH (14/16 rue des Petits Hôtels — Paris 10e).

● **samedi 29** — de 17 à 23 h — **Douarnenez** (cantine municipale) : « **Chili-Bretagne, solidarité** »

éditorial

marchand de sable

au profit des plus gros que l'inflation n'est pas vraiment combattue. Le refus de bloquer les prix, d'opérer une politique sélective du crédit, ou de limiter le gaspillage, vont en fait gêner les formes les moins évoluées du capitalisme français.

Ne disons pas que ce gouvernement manque de sérieux : sa politique est logique. Mais nous songeons à tous les Français qui ont cru, de bonne foi, que Giscard permettrait le changement. Espérons simplement qu'ils n'auront pas encore la mémoire courte.

Sans s'apesantir ici sur les « mesures sociales » dont Daniel Lenègre dit plus loin ce qu'il y a lieu d'en croire, que peut-il bien rester de la série des miracles annoncés ? Peut-être — mais il faut attendre les projets de loi sur l'emploi et les conditions de travail. Voire.

police des salaires

Toutefois, les forces syndicales et politiques doivent se méfier des réactions des travailleurs face à ces mesures. Devant l'immobilisme de la période pompidolienne, les hésitations, les retours en arrière et les rideaux de fumée, les travailleurs peuvent croire à un début de changement, d'autant qu'ils ont l'impression que, pour une fois, ce sont les gros qui paient. Reconnaissons, il est vrai, que le pouvoir ne nous avait pas habitués à des mesures qui frappent plus les entreprises que les personnes. Mais pouvait-il faire autrement s'il voulait financer les quelques mesures sociales tout en maintenant la fiction de l'équilibre budgétaire ?

De même, les travailleurs vont-ils être dupes de la falsification et du vol que constitue le taux de l'épargne populaire à 8 % dans le meilleur cas, alors que les banques, depuis quelques jours, prêtent à 15 % et plus ?

Quoi qu'il en soit, les décisions annoncées à grand tapage ne permettront pas de faire face à la situation pendant une longue période. Inéluctablement, le gouvernement s'achemine vers le seul moyen qui lui reste pour juguler l'inflation : la police des salaires. Hormis le fait que les théories les plus récentes démontrent que les salaires ne sont pas la cause principale de l'inflation, cette politique, plus ou moins déguisée devrait dresser les travailleurs contre le pouvoir. Mais si, dans un délai rapide, rien n'est fait pour contrecarrer les efforts du pouvoir, il s'agira pour celui-ci de faire taire toutes les catégories sociales en les saupoudrant tour à tour. Et on peut redouter les talents d'illusionniste de ce marchand de sable qu'est Giscard.

Le PS, le PC mais aussi le PSU ont enregistré un afflux d'adhésions qui ne laisse aucun doute sur la volonté de changement qui s'est exprimée le 19 mai. Les premières décisions du gouvernement sont décevantes, la situation de l'emploi se dégrade, les licenciements collectifs se multiplient.

rassembler les énergies

Les conditions d'un changement sont réunies si nous sommes capables de présenter aux travailleurs une alternative réelle. Les propositions économiques de François Mitterrand pendant la campagne reviennent à l'ordre du jour, et les commentateurs politiques se prennent à comparer les décisions de Giscard et les propositions de Mitterrand le « bilan » est plutôt flatteur pour la gauche.

Passée la campagne, qui va prendre en charge cette tâche de contestation et de propositions à tous les niveaux, qui va montrer aux Français que la seule solution est une société nouvelle fondée sur le socialisme autogestionnaire ? Quelle doit être la force politique qui prendra en charge ces objectifs ?

Le PSU a fait des propositions à l'ensemble de la gauche socialiste pour que l'occasion de rassembler les énergies ne soit pas perdue. Il ne faut pas laisser à l'adversaire le temps de brouiller les cartes.

François SOULAGE

stages d'été

Plus que jamais, il est indispensable de renforcer la cohésion du parti. Un important effort est fait cet été avec trois stages politiques et un stage « sérigraphie ». Nous rappelons ici les lieux et dates :

— **Stages politiques :**

- St-Brieuc - 21 au 28 juillet
- Les Guions - (Hautes-Alpes) : 25 au 31 août
- Château de Mons - (Gers) : 26 au 31 août.

— **Stage « sérigraphie » :** Les Guions - (Hautes-Alpes) : 18 au 24 août.

Adressez-vous à votre fédération

— **STAGES PAYSANS :** la commission nationale agricole et « Découverte et Culture Loisirs » organisent pendant l'été des stages chez des camarades paysans, dans le but, notamment, d'allier la pratique du travail manuel agricole à la connaissance des conditions de vie à la campagne, en vivant dans une famille paysanne.

DCL — 94 rue Notre Dame des Champs - 75006 Paris tél. 325 00 09.

— **stages étudiants :** du 8 au 14 septembre, aux Guions (Hautes Alpes). Inscriptions au secrétariat étudiant - 9 rue Borromée - 75015 Paris.

CRITIQUE SOCIALISTE
n° 18,8F franco
L'élection présidentielle

Guy Nania
Docteur ès Sciences Politiques
LE P.S.U. AVANT ROCARD
Présentation de
Jean Poperen
Membre du bureau exécutif du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux
EDITIONS ROBLOT
8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS
C.C.P. La Source 31-888-50

P.S.U. DOCUMENTATION

Vient de paraître :

N° 56-57 : Sionisme et Libération Palestinienne	2,00
N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre	3,00

Numéros disponibles :

N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte des classes	2,00
N° 26 : ROSA LUXEMBOURG	1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire capitaliste	2,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université	3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile	1,50
N° 62-63-64 : Le capitalisme et la fiscalité	4,00
N° 51 : Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste	1,00

Abonnement : 20 numéros : F 20,00

A adresser à : SYROS 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19.706.28 Paris

PRENEZ CONTACT AVEC LE PSU

Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

hésitations

La gauche est en train de découvrir qu'elle ne pourra pas combattre Giscard comme elle a combattu le gaullisme. Elle sent plus ou moins confusément que si elle veut gagner la bataille du pouvoir, elle doit répondre aux contradictions qui touchent l'ensemble des pays capitalistes développés : type de croissance, rapports marchands, division sociale du travail, système de formation, type d'habitat urbain...

Aussi il est positif de constater que les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier ne cherchent pas à se contenter de l'illusoire perspective du *« coup de pouce »* à ajouter au 49% des présidentielles.

Mais ces interrogations nouvelles sur le type de stratégie, de projet de société, d'organisation nécessaires dans la période actuelle ne vont pas sans incertitudes et sans crispations. Le Parti communiste au seuil d'une nouvelle étape nationale et internationale de son histoire pressent la nécessité d'un changement profond de son rôle mais hésite sur la stratégie nouvelle à adopter. Du même coup, il risque, en fait d'ouverture et de renouvellement, de passer à côté de l'essentiel du débat actuel, qui est précisément celui du socialisme, en employant ses efforts à expliquer qu'il n'est pas à l'ordre du jour.

Le Parti socialiste est lui aussi hésitant sur l'attitude à adopter. Partagé entre le patriotisme de parti et le désir d'être à la hauteur de ses tâche historiques, il a mêlé lors de sa dernière convention la crispation et l'ouverture. Aussi Robert Chapuis a-t-il rappelé lors de la fête du PSU la nécessité d'un processus politique qui marque un renouvellement profond du socialisme que l'on ne saurait confondre avec des surenchères organisationnelles.

Car lorsque nous disons que la gauche doit se doter d'un projet de société alternatif au capitalisme, nous n'entendons pas nous en tenir à un débat idéologique formel. L'autogestion suppose une stratégie, celle du contrôle des travailleurs qui renouvelle le sens de l'action militante et du combat de masse. Créer une véritable force socialiste, ce n'est pas ajouter un « chapeau » autogestionnaire au PS actuel. C'est se donner les moyens politiques d'une transformation profonde du mouvement ouvrier qui ne pourra remporter la victoire que lorsque Mai 68, Lip 73 et Mai 74 seront devenus pour tous des étapes d'un même combat.

G.F. ■

CHAPUIS : redonner sa force au socialisme

Plusieurs débats se sont engagés samedi et dimanche sur la pelouse ensoleillée de Meudon. Pour l'un d'eux, — « Elections et luttes de classes » — Robert Chapuis, secrétaire national du parti, s'est mis sur la sélette et en a profité pour faire une déclaration dont voici des extraits :

Le PSU existe pour donner la parole au peuple, aux travailleurs, pour qu'ils aient — dès aujourd'hui — **du** pouvoir avec le contrôle de leurs conditions de vie, et de travail, et qu'ils aient demain — **le** pouvoir, la capacité de forger eux-mêmes leur destin. Le PSU a tout fait pour la victoire ; il fera tout pour que les leçons de la dernière campagne ne soient pas perdues. Il le fera dans l'unité et par l'unité parce que, dans les entreprises, les régions, les quartiers, c'est dans l'unité et pour l'unité que les travailleurs mènent leurs luttes et obtiennent leurs victoires.

Il s'agit de redonner au socialisme sa force, d'en refaire « **la jeunesse du monde** ». C'est ce qu'est en train de faire le mouvement autogestionnaire. Depuis trois ans, il n'y a pas eu de lutte (voyez Lip), pas eu d'action (voyez les lycéens), pas eu de débat (voyez sur la croissance) qui n'ait rencontré cette question de l'autogestion. Nous disons qu'il est possible de redonner au socialisme à la fois sa force révolutionnaire et sa base de masse à travers la lutte pour l'autogestion socialiste.

Les immenses foules qui se sont mobilisées autour de la candidature de François Mitterrand n'attendent pas seulement qu'on tâche de faire mieux la prochaine fois. Elles veulent continuer à se mobiliser, elles veulent passer elles-mêmes à l'action, abattre le régime des profiteurs et des hypocrites et assurer la victoire de la démocratie et du socialisme.

C'est pourquoi, dès la fin du mois de mai, nous avons fait des propositions précises. Pour répondre à leur attente, nous avons dit trois choses :

1°) il faut renforcer le PSU, **élargir** le PSU, parce qu'il est l'un des points d'appui essentiel de ce combat, de cette mobilisation : les militants du PSU doivent être encore plus nombreux, au milieu des jeunes, au milieu des travailleurs, pour accompagner leur marche et contribuer à la diriger vers la victoire.

mais 2°) ce n'est pas pour nous, pour notre satisfaction personnelle ou collective que nous voulons élargir le PSU, c'est pour le faire servir à la construction de l'unité populaire. Cette unité, nous sommes prêts à la construire avec tous ceux qui ont fait de la campagne Mitterrand une campagne populaire, avec ceux du PC et du PS, ceux de la CFDT et ceux de la CGT, ceux de la FEN et bien d'autres. C'est possible chaque jour dans l'action ; c'est possible aussi au niveau national, par des accords entre organisations ou dans des assises de l'ensemble des forces de gauche.

mais 3°) cette unité doit pouvoir répondre aux enjeux de notre temps, ceux qu'ouvrira Giscard comme ceux qu'a déjà ouverts la crise du capitalisme. Et c'est pourquoi il faut pouvoir, au sein de l'unité, donner toute sa force politique au socialisme autogestionnaire. Nous sommes prêts à participer à une rencontre des forces socialistes qui voudraient travailler à l'élaboration d'un projet de société, capable de répondre à la volonté populaire et aux luttes des travailleurs. Nous sommes prêts à participer à la construction de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin.

c'est non !

De telles perspectives ne sont pas seulement les nôtres. Dans tout le pays un immense appel est en train de monter. De nombreux militants, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, tous ceux pour qui mai 68 ne doit pas mourir, tous attendent du nouveau pour s'engager. Ils ont senti passer un souffle nouveau dans la campagne. Certains rejoignent Mitterrand, parce qu'il a porté toute cette espérance. Beaucoup attendent, parce qu'ils veulent être sûrs, sûrs qu'il ne s'agit pas de les utiliser pour repeindre des vieux murs, mais pour bâtir un mouvement à la dimension de leur lutte et de leur espérance.

Le PSU fera tout pour ne pas les décevoir. Précisément, quelle déception ce serait pour eux de voir le PSU, le parti de l'autogestion socialiste, rechercher des fauteuils ou des strapontins dans une autre organisation existante, sous prétexte qu'elle a un plus grand nombre d'adhérents. Le Parti socialiste commettrait une lourde erreur en réduisant le débat à la question de savoir si le PSU est prêt à s'intégrer dans ses structures. Car la réponse est déjà faite : c'est non, et c'est même une des raisons pour lesquelles le PSU existe ! Non, le PSU ne s'intègrera pas dans l'actuel Parti socialiste. Ce serait trahir toutes les espérances que l'on met en lui, en France, en Europe et dans le monde, et notamment dans le Tiers-Monde. Ce qu'il faut, c'est que les organisations actuelles manifestent leur volonté de victoire et leur sens de la responsabilité en se dépassant elle-même au sein d'une grande force socialiste qui ne se contentera pas de les additionner, mais les réunira avec des milliers d'hommes et de femmes bien décidés à s'engager dans la lutte concrète pour le socialisme et l'autogestion, la lutte concrète pour l'avènement d'une société socialiste.

Tous ceux qui sont concernés doivent en débattre, partout où cela est possible, dans les localités, les entreprises, les régions. Nous sommes prêts à en débattre dans une rencontre nationale. Encore faut-il que l'on sache bien si les uns et les autres parlent de la même rencontre ! Quand nous verrons plus clair, quand le terrain se sera éclairé, notre parti tranchera en connaissance de cause. Début octobre, se tiendra un Conseil National du PSU, avant une rencontre des forces socialistes qui pourrait se tenir à l'automne.

Robert CHAPUIS ■

Vous n'avez pas encore lu

MAO TSE TOUNG

Toutes ses oeuvres sont en vente

à la

Librairie LE PHENIX

72 Bld de Sébastopol

PARIS 3ème

TS, organe du parti se veut aussi journal. S'il doit refléter les discussions actuellement ravivées dans les rangs de la gauche, il ne peut servir uniquement de support au débat. Cette dualité entraîne donc — et c'est normal — deux types de réactions chez nos militants et lecteurs : certains nous suspectent plus ou moins de vouloir étouffer le débat ; alors que d'autres, au contraire, nous reprochent de faire du journal le lieu d'une « discussion de café de commerce ». C'est pourquoi un TS supplémentaire, en préparation, sera consacré au seul débat. Et c'est pourquoi aussi nous publions ci-dessous une lettre parmi d'autres, en l'occurence celle d'un camarade de Marseille à propos de l'article de Jean Le Garrec (n° 621) et la réponse de celui-ci.

au nom du temps qui presse

On peut, certes oui, au nom du temps qui presse, voter et faire voter, au deuxième tour des présidentielles, pour le candidat unique de la Gauche.

On peut toujours encore, et de la même façon, barrer la route au conservateur, dans chaque circonscription, au second tour des législatives. C'est le vieux réflexe politique dit de « discipline républicaine » *et il reste d'actualité.*

Mais au nom du « temps qui presserait », *conduire le PSU à orienter ses forces vives pour renforcer un certain courant autogestionnaire dont l'axe politique majeur serait, bien entendu, le PS, n'est-ce pas là se fourvoyer dangereusement ?*

Qu'y a-t-il réellement comme possibilité vraie de recherche d'une société socialiste autogestionnaire au sein du PS, mis à part le CERES ? Et qui affirmera sérieusement que l'appareil du parti où figurent notamment Defferre, Emile Loo, Mauroy et nombre d'autres anciens de la SFIO, peut accepter une telle évolution ?

Le style de la dernière campagne où l'on a vu cependant Mitterrand ouvrir son brain-trust de la Tour Montparnasse à d'autres que ses amis majoritaires au sein du PS, a bien fait mesurer l'écart entre les images souvent lénifiantes données de la Gauche et le message dont étaient porteurs tous les militants, tous les travailleurs qui se sont reconnus dans les actions de contrôle ouvrier menées depuis mai 68.

Comment ces derniers qui ont consenti aux ruptures vraies qu'implique un engagement révolutionnaire, pourraient-ils envisager aujourd'hui, au nom du temps qui presse, de mobiliser leurs forces pour un combat politique qui ne changera aucun des fondements de l'actuelle société ?

ah la « gôche »...

Pas plus qu'ils n'ont accepté à Lip, à Noguères, à Cerizay, au Joint Français et ailleurs les décisions prises sans eux dans les cénacles du Ministère, des P.D.G. ou des appareils syndicaux, ils ne se reconnaissent non plus, quotidiennement, à travers les mille et une manifestations d'une organisation sociale qu'ils réprouvent et où ils se heurtent souvent même, au niveau de la décision, à des responsables qui, idéologiquement, se réclament de la Gauche : parents d'élèves invités à venir avaliser des décisions de conseil de classe ou de conseil d'administration ; maîtres auxiliaires ou agents de service qui attendront encore longtemps d'être considérés comme « à part entière » au milieu de gens bardés de diplômes ; travailleurs dont les voix sont précieuses un jour d'élection, mais jamais associés à aucune responsabilité réelle, pas plus dans les entreprises que dans les administrations ; habitants de quartiers populaires qui doivent subir un environnement et des décisions d'urbanisation, y compris dans des villes dites « socialistes », *un peu comme les paysans du XVIIème voyaient arriver, résignés, la peste et la famine ; militants soucieux d'une prise de conscience de l'opinion publique et qui voient de quelle façon la presse, y compris tel organe* « de gauche », *par démagogie ou par manque de lucidité politique, donne dans le* « sensationnel », *sacrifie à l'exaspération épidermique de la foule à l'occasion d'un assassinat d'enfant, mais fera le silence dès que des corps constitués ou des notables seront en cause.*

Il s'agit de remises en question qui portent sur l'exercice du pouvoir, sur la forme que revêt l'autorité, sur le niveau des centres de décision, sur les fondements des hiérarchies, sur le profit comme moteur, sur le savoir, la sexualité, les concepts de discipline et d'ordre. Elles affirment la primauté de la lutte des classes dans l'action quotidienne. Elles s'attaquent aux bases mêmes de l'actuelle société... et tant d'hommes dits de gauche, même s'ils ne comptent qu'une minorité d'énarques, s'y sont si bien installés...

Pour faire avancer de telles prises de conscience, s'agit-il alors de prôner pour autant un combat marginal et solitaire ? Certes, non. Et le PSU avec les formations qui se réclament comme lui de l'autogestion socialiste et s'accordent sur l'essentiel des orientations de Toulouse, a des liens privilégiés à nouer et une forme d'organisation politique à créer. Il lui faut aussi imaginer des structures de dialogue et d'échanges avec la Gauche traditionnelle. Et il aura sa place dans une rencontre, à l'automne, des forces socialistes. Incontestablement.

Mais s'il est bien réel que ces forces socialistes actuelles sont aussi traversées de nombre de contradictions et loin d'être d'accord, au-delà des déclarations idéologiques, sur l'essentiel de la société à promouvoir ; s'il est bien réel que la majorité d'entre elles ont dans le pays une base à dominante sociale-démocrate et qu'un tel poids est synonyme de récupération politique quasi-inévitable et de confiscation d'un capital de lutte et d'avancée du mouvement ouvrier, alors il importe de refuser, pour le PSU toute entrée dans une formation politique plus vaste qui aliénerait son indépendance.

Le « temps qui presse » *commande peut-être aussi aux militants attachés justement à cet autre socialisme qu'ils tentent d'édifier depuis notamment six ans, de ne pas céder au vertige électoraliste des treize millions de suffrages de Mitterrand.*

L. QUINQUIS ■

notre responsabilité

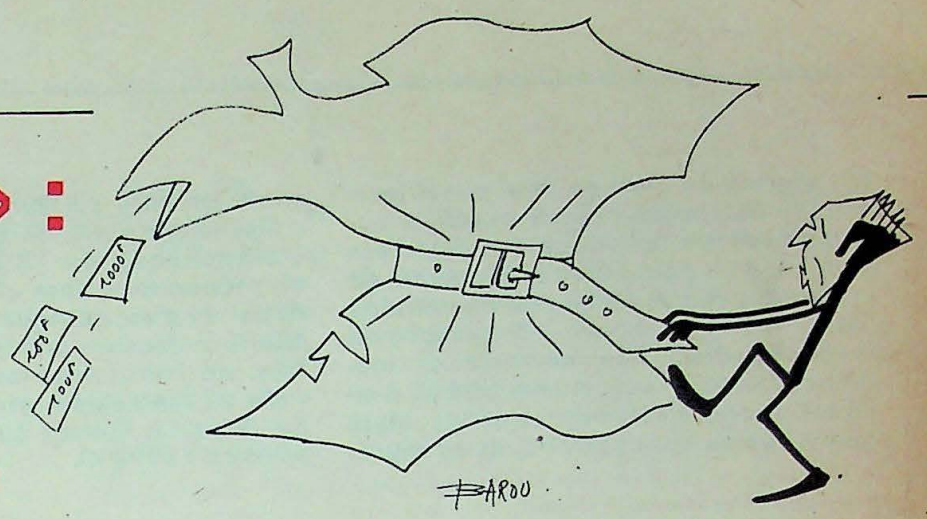
● La lettre du camarade de Marseille est certainement révélatrice d'une opinion assez largement répandue dans le parti. Je serais d'ailleurs prêt moi-même à en signer tous les considérants qui n'ont rien de contradictoire avec mon article d'il y a trois semaines. Comment en effet ce camarade pourrait-il imaginer que moi-même ainsi que tous mes camarades du Bureau national du PSU soient brutalement atteints de l'étrange folie qui consisterait à rejeter ce pourquoi nous avons toujours combattu, ce pourquoi nous avons sans cesse dépensé notre temps et nos forces ! En particulier, ce camarade a raison de rappeler que le PSU doit rester fidèle aux orientations définies par le manifeste voté au congrès de Toulouse. J'ajoute pour ma part que le premier à défendre le manifeste de Toulouse est bien l'actuel Bureau national puisque c'est lui qui l'a écrit pour une part importante ; à cet égard, un des moindres paradoxes de la situation interne du parti aujourd'hui n'est pas de voir certains camarades qui ont exprimé de fortes réticences sur ce manifeste, lors de son adoption, venir l'opposer maintenant à ceux qu'ils accusent de le trahir alors qu'ils en sont les auteurs !

Qu'il soit donc clair que je n'accepterai jamais de participer à une nouvelle structure politique qui ferait table rase de l'acquis de toutes les luttes que le PSU a menées. Au contraire, ce dont il est question, à l'heure actuelle, et dont la grande presse rend compte d'une façon parfois tendancieuse, c'est de créer les conditions du débat et d'une large confrontation avec des militants engagés ou non dans des organisations politiques et cela sur les thèmes essentiels de l'unité populaire et du socialisme autogestionnaire. Il n'y a là aucun « vertige électoraliste », mais la volonté de contribuer à donner au mouvement socialiste la structure politique la plus apte à affronter victorieusement la bourgeoisie. Nous n'avons pas le droit, en tant que militant politique, de ne pas nous affronter à ces problèmes et de laisser le champ libre à la droite et aux organisations réformistes, en remettant à plus tard, toujours à plus tard, comme si la droite n'avait pas l'art d'utiliser admirablement le temps. Je suis d'accord sur l'analyse que fait le camarade de Marseille des ambiguïtés de la « gôche » et nous pourrions en rajouter, mais il est de notre responsabilité d'utiliser toutes les occasions favorables pour faire éclater les contradictions et contribuer ainsi à l'avancée collective du mouvement ouvrier.

Jean Le Garrec ■

régime

« PLAN SOCIAL » : l'autre face de l'austérité



Le « Plan social » du gouvernement vient d'être annoncé. Il fera moins de bruit que la bombe de Mururoa. La volonté de claironner très vite des réformes fracassantes, de montrer que « tout va changer »**, semble s'être heurtée à l'incapacité naturelle de l'appareil gouvernemental à produire du nouveau.**

Ainsi, pour l'amélioration des conditions de travail, pour la « réforme de l'entreprise », pour la garantie de l'emploi contre les licenciements collectifs, le gouvernement recommande essentiellement aux partenaires sociaux de « s'entendre », ce qui va prendre des mois alors que la situation de l'emploi est déjà préoccupante.

L'augmentation des prestations n'est pas spectaculaire. Le relèvement des bas salaires : le SMIC à 6,40 F soit 1 200 F pour 43 heures par semaine et 1 097 F pour 40 heures, c'est conforme aux promesses électorales, mais très en deça des demandes syndicales (1 300 F pour 40 heures). La décision n'est accompagnée d'aucune mesure destinée à préserver la situation des travailleurs dans les entreprises employant beaucoup de main d'œuvre à bas salaires, qui sont les plus gênées par les relèvements simultanés du SMIC et du taux du crédit.

Les décisions concernant les prestations sociales sont également décevantes :

+ 13,2 % pour les allocations familiales au 1er août, ce qui correspond, compte tenu des périodes de référence, à une dégradation du pouvoir d'achat. En effet, l'augmentation intervenue en août 1973 avait compensé la variation du prix constatée de janvier à décembre 1972. Celle qui interviendra en août 1974 compensera seulement la variation des prix constatée de décembre 1972 à fin mars 1974 et ne tiendra pas compte de l'augmentation attendue pour la période d'avril 1974 à fin juillet 74.

La progression de + 6,7 % pour les pensions du régime général au 1er juillet, ajoutés aux + 8,5 % qui avaient été accordés le 1er janvier correspondent à un taux de progression des pensions pour l'année pleine 1974 de + 15 % qui sera certainement inférieure à l'augmentation de la hausse des prix de 1974. Ainsi, une réforme du mode de calcul des relèvements de pension intervenue à la fin de 1973 et qui a eu pour effet de permettre leur double relèvement annuel, aucune amélioration réelle du sort des personnes âgées bénéficiaires de pensions ou de rentes n'a été décidée par le gouvernement : c'est au contraire une dégradation de ces revenus fixes qui est à attendre.

serpent de mer

Les bénéficiaires du minimum vieillesse cependant verront leurs ressources sensiblement augmentées : + 22,5 % pour les bénéficiaires de l'AVIS et + 21 % pour les 4 millions de bénéficiaires du minimum de vieillesse. Le taux affiché du minimum qui est toujours supérieur aux allocations servies **effectivement** aux intéressés sur la moyenne de l'année, rejoindra pour une fois le montant du SMIC — le taux effectif correspondant à 5 % du SMIC pour 40 h. On ne peut que s'en réjouir mais il faut souligner que les conditions d'attribution du minimum restent toujours aussi mauvaises, inégales selon les catégories socio-professionnelles et très difficiles à comprendre pour une partie des personnes qui y auraient normalement droit. La réforme du minimum vieillesse annoncée par le gouvernement Messmer n'a donc toujours pas eu lieu et prend, de plus en plus des allures de serpent de mer.

Enfin, dans le domaine de la santé, outre la reprise des annonces déjà faites par le précédent gouvernement au sujet de l'aide aux handicapés physiques, de la construction des crèches, trois thèmes nouveaux ont été lancés pour lesquels les modalités de mise en œuvre, et surtout les moyens de financement ne sont pas précisés, notamment dans le « collectif budgétaire » pour 1974 qui sera discuté par le parlement au mois de juillet. Il s'agit de l'humanisation des hôpitaux et hospices, la charte des malades hospitalisés et l'amélioration du fonctionnement des services d'aide sociale à l'enfance.

assistance sociale

La philosophie qu'inspire ce « plan social » apparaît ainsi directement parallèle à celle du « plan d'austérité » : quelques bonnes intentions apparentes mais de terribles contraintes à respecter, celles qui touchent à l'équilibre budgétaire. Et dans ce domaine, l'austérité conditionne le social : il y a gros à parier que l'essentiel de l'effort financier sera demandé à la sécurité sociale, donc aux salariés, par une opération créant de nouvelles « **charges indues** » au régime général de sécurité sociale. Ce qui ne manquera pas de bloquer davantage à l'avenir (par la fonction sur les réserves que possèdent les caisses) l'amélioration des prestations, notamment familiales. Ce d'autant plus que les mesures ne s'accompagnent d'aucune redistribution réelle entre « pauvres » et « riches » : c'est, tout au plus, de l'assistance sociale et l'effort pour ne pas rendre trop insupportable la hausse des prix au regard de l'évolution des prestations.

Mais ce sont les mesures sur l'emploi qui sont les plus révélatrices de cette nouvelle phase de l'évolution du régime : la création d'un « **fonds de garantie de l'emploi** » devant à terme fusionner les régimes privés et publics d'aide au chômage, sans qu'on puisse indiquer s'il s'agira d'un organisme paritaire ou contrôlé par l'Etat, ne constitue pas une grande nouveauté : elle marque cependant la préférence du pouvoir actuel pour une société où les partenaires sociaux font leur affaire des « **bavures de l'expansion** », l'Etat étant chargé d'un rôle d'assistance aux « **exclus** » de la société (la création d'un secrétariat d'Etat autour de M. Lenoir le confirme). Ainsi patronat et syndicats sont appelés à « prendre leurs responsabilités » face aux difficultés conjoncturelles. A l'américaine, en somme. A ceci près que les mesures d'austérité et notamment la taxe conjoncturelle sur la valeur ajoutée frappent de plein fouet les entreprises ayant les reins les moins solides : la restructuration capitaliste au profit des très grands groupes financiers s'accélèrera donc et ce sont eux qui pourront la supporter, et sur le plan financier, et sur celui des concessions sociales indispensables.

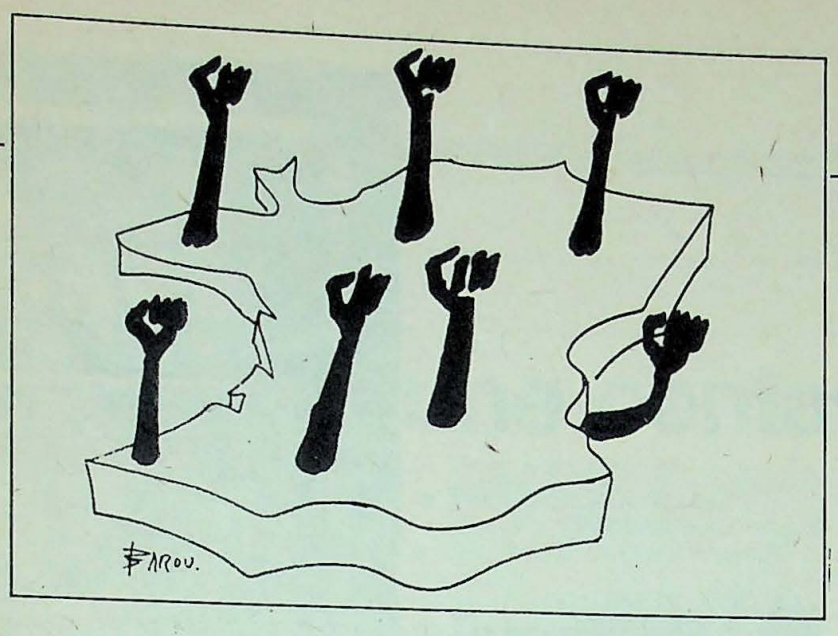
Il en est de même des appels à la réforme de l'entreprise lancés par Chinaud, lieutenant notoire de Giscard d'Estaing. Les « partenaires sociaux » sont invités à y réfléchir, et le gouvernement suivra avec « sympathie » les efforts pour donner place aux salariés dans les conseils d'administration. Il s'agit là d'une tentative de relancer la « **participation** » pour tenir compte des vœux de l'UDR (qui a déposé une proposition en ce sens) qui pourrait aller vers des formes de cogestion, à l'allemande cette fois.

la voie étroite

Le projet du régime est donc clair : assistance sociale pour les plus déshérités, « **intégration** » pour les salariés dans les entreprises les plus progressives. De ce projet de société réformiste (au sens propre du mot) qui s'esquisse, il faut dénoncer les arrière pensées : en face d'échéances économiques qui s'annoncent difficiles, la voie du régime est extrêmement étroite ; elle ne peut que multiplier les opérations spectaculaires, tandis que silencieusement se mettent en place les mécanismes de freinage des salaires et de l'embauche, dans l'optique privilégiée de redressement du commerce extérieur. Il apparaît douteux que ces mesures obtiennent l'accueil désiré, et à plus long terme, leur vacuité ou leur perspective paternaliste se révèlera.

Reflets de philosophie néo-libérales des hommes au pouvoir, elles symbolisent la fuite en avant et en même temps la confiance que la bourgeoisie est obligée de mettre en cet homme qu'elle propulse chaque jour un plus en première ligne, comme si elle brûlait ses vaisseaux. Mais, au-delà des apparences, elle annonce la couleur ; une des dispositions essentielles du « **plan social** » n'est-elle pas la garantie de salaire sur un an pour les victimes de licenciements collectifs ? Alors, qui faut-il croire ?

Daniel LENEGRE ■



la 72e victime d'Usinor-Dunkerque

Dimanche 2 juin, Jean-Claude Delalleau meurt carbonisé sur le haut-fourneau n° 4 d'Usinor-Dunkerque. Cinq autres travailleurs sont brûlés. Ils sont hospitalisés. Mercredi 5 juin, les actionnaires d'Usinor ont le sourire. La production a augmenté de 19,7 % en 1973 et le revenu net de chaque action passe à 9,45 F.

Vendredi 7 juin, les 400 hauts-fournistes de Dunkerque décident de ne plus travailler tant que les conditions de sécurité ne seront pas remplies. Le soixante-douzième mort d'Usinor fait naître la colère.

La victime : Jean-Claude Delalleau, 27 ans, une femme deux jeunes enfants.

Ancien pompiste dans le Pas-de-Calais, à 840 F par mois, ce jeune ouvrier comme beaucoup d'anciens mineurs habitant cette zone en récession, à cru trouver son avantage en venant travailler à Dunkerque. Les feux continus, 2 à 300 kilomètres tous les jours : un salaire un peu plus fort, mais la mort au bout de cette nouvelle orientation.

La mort, oui ! Employé au haut fourneau 3, Jean-Claude est venu renforcer l'équipe du 4, dont les effectifs sont insuffisants. On a beau avoir l'unité la plus moderne, on rogne sur le personnel.

deux accidents par jour

On rogne aussi sur la sécurité. Remplacer les tuyères se fait comme il y a 20 ou 40 ans. A mains nues, face au trou du haut fourneau calfeutré avec une boule d'argile. Les fondeurs entrent dans le logement pour le décaper, avant d'y mettre une nouvelle tuyère. Et c'est l'accident. Pas de blindage de protection efficace. Le jeune ouvrier est carbonisé.

Les accidents à Usinor-Dunkerque : 72 morts depuis 1962, des centaines de mutilés, estropiés, futurs déclassés qui finiront leur carrière comme garde-vestiaires. On dénombrait 442 accidents avec arrêt de travail en 1972. On en dénombre 632 en 1973. Pourquoi ces chiffres révélateurs ?

— La CFDT relève que les nouveaux embauchés sont mis au travail, y compris aux postes les plus dangereux, après deux jours « d'accueil ». Ainsi, Jean-Claude Delalleau n'avait jamais travaillé au haut-fourneau 4, où il était venu renforcer une équipe incomplète. Production d'abord...

— Chaque année, 12 à 15 % des travailleurs récemment embauchés, démissionnent. En raison des risques encourus, de l'astreinte des feux continus (des nuits au travail, un dimanche chez soi sur 4) générateurs d'abrutissement, de fatigue, d'usure prématurée. **7 000** travailleurs ont quitté Usinor-Dunkerque depuis 1962. Production d'abord...

— L'organisation du travail est déplorable. Les décisions qui engagent l'avenir des travailleurs, le rythme de leur travail, leurs loisirs, leur santé sont prises en fait dans des bureaux du siège social parisien. Dans cette société hyperhiérarchisée, cadres et maîtrise n'ont pour mission que de faire tourner la machine. Est-ce un hasard si le chef du personnel est un ancien colonel, le chef des approvisionnements un ancien amiral ? Entraves aux fonctions des délégués du comité hygiène et sécurité, aux élus du personnel sanctionnés trop souvent par des retraits de salaire. Discipline d'abord, production d'abord.

« Usimort »

Usinor-Dunkerque : dix ans d'avance sur le plan des techniques de production, quarante ans de retard sur le plan social, simplement humain... !

Alors, l'accident de la Pentecôte, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase !

Les hauts-fournistes d'Usinor sont en lutte pour « gagner leur vie » et non cette insécurité, cet abrutissement, cette exploitation forcenée qui débouchent trop souvent sur la mutilation ou la mort. Voici quelques années, les militants PSU de l'usine, s'attaquant aux accidents de travail, avaient intitulé leur tract : « **Usimort** » c'est encore et toujours vrai !

Alors, la lutte sera difficile : 11 000 travailleurs dispersés dans les mines, le Calaisis, la Frandre agricole, ça n'est pas facile à unir.

Et parce qu'ils sont moins bien payés qu'à Fos, à la Sollac, à Creusot-Loire, Usinor tente de monnayer la sécurité par des « primes de risque ». Des « **primes de mort** » que les travailleurs ont rejetées !

— Sécurité par la mise en œuvre des moyens techniques adaptés, contrôlés par le personnel.

— Augmentation des effectifs, car le manque de personnel, dû aux bas salaires, est facteur d'insécurité.

— Paiement des journées de lock-out, car le patronat a cru bon de « renvoyer à la soupe » des milliers de travailleurs, victimes indirectes en somme de l'insécurité qui règne aux hauts-fourneaux.

— Augmentation des salaires en valeur uniforme : tels sont les objectifs immédiats que se sont fixés les travailleurs.

Et les militants PSU, qui agissent efficacement au sein des organisations syndicales, pensent également que cette lutte doit être popularisée parmi les autres usines du trust, de la région du Nord ; que la mobilisation doit s'étendre aussi aux femmes des travailleurs pour qu'elles ne soient pas, si le combat se prolonge, un frein aux luttes ; que la victoire, le contrôle sur la sécurité, les cadences, la marche de l'usine, sont aussi des objectifs qui les concernent au premier chef. Un tract, rédigé en ce sens par des femmes de travailleurs d'Usinor, a d'ailleurs été largement distribué : c'est une pierre apporté à l'unité populaire, la plus profonde, celle qui se noue autour des luttes qui briseront le cycle infernal de la société du profit.

Section PSU d'Usinor-Dunkerque ■

CORRESPONDANCES

● Perpignan : 12 routiers sympa

Distrans-Esposito, une entreprise de transports routiers contrôlée par une plus grosse entreprise de Barcelone (Mateu et Mateu). Douze chauffeurs y subissent des conditions de travail épouvantables, un patronat rétrograde. Un chauffeur est licencié. Les onze autres se mettent en grève avec occupation du dépôt. Alors les voilà tous licenciés. Ils se battent pour leur réintégration, pour la sécurité de l'emploi, pour la reconnaissance du syndicalisme, pour l'échelle mobile des salaires, pour avoir enfin le temps de vivre.

Cela dure depuis trois semaines. Mais ils ne sont que douze menacés d'une expulsion, retardée grâce à la solidarité de nombreux travailleurs de Perpignan. La solidarité doit s'étendre. Envoyez des messages de soutien et du fric ; Marguerite Gillet - 1 rue Sabra - Perpignan - 66000. CCP. Paris 23 149 61

Corresp. ■

● UDAF-92 : en grève

Depuis le 16 mai dernier, les 18 salariés du service de tutelles de l'UDAF - 92 (Haut-de-Seine) sont en grève. Leur boulot consiste à aider les familles qui ont des difficultés financières à utiliser et gérer leurs ressources, particulièrement les allocations familiales. Le 22 mars dernier une commission départementale refuse d'entraîner les contrats de travail de trois salariés embauchés depuis 73. La direction de l'UDAF propose aux intéressés ou le licenciement ou la diminution de leur salaire de 400 F par mois. Les travailleurs refusant la deuxième solution, l'UDAF applique la première. Depuis, c'est la grève générale qui commence à avoir des répercussions sur 420 familles de Rueil.

Corresp. ■

● SSO (Mérignac) occupée

Depuis de nombreuses années, la Signalisation du Sud-Ouest, **implantée sur la zone industrielle de Mérignac, fournissait à l'Equipement des panneaux de signalisation routière et, parallèlement, développait son activité en sérigraphie.**

L'ambition du PDG Delanef et les divergences avec l'un des actionnaires aboutissent au déplacement de l'entreprise en juin 1972. La nouvelle société, implantée dans la zone industrielle d'Artigue, près de Bordeaux, en partie dans les anciens locaux de la société **Traltal,** en faillite, triple sa surface et ses effectifs passent de 80 à 170. En deux années, l'incapacité de gestion, le manque de discernement du PDG conduisent à la dépose du bilan. Jusqu'au dernier moment, le PDG tenta de tromper les travailleurs, de les diviser, afin de mieux pouvoir profiter de la situation.

Par jugement rendu en date du 11 juin 1974, le tribunal de commerce de Bordeaux ordonne l'arrêt de l'activité de la SSO, la liquidation des biens, la pose des scellés. Les travailleurs refusent d'abandonner leur outil de travail, qu'ils estiment rentable. L'usine est occupée.

Un comité de soutien se crée comprenant tous les partis de gauche, les syndicats (CGT et CFDT). La municipalité (PS) de Cenon, la JOC, etc. Le PSU est, bien entendu, partie prenante dans ce comité qui se propose de soutenir les décisions prises par les travailleurs, de populariser leur lutte et de leur venir en aide par des quêtes qui ont déjà commencé tous azimuts...

Après **Tachon,** la **SSO...** et demain ? Nous sommes tous concernés...

Contacts et soutien : Aubry -3 rue A. Briand 33 - Cenon.

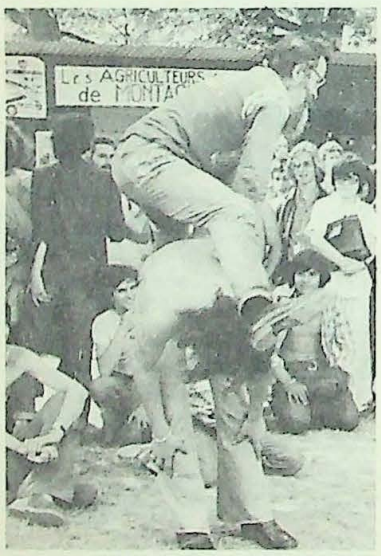
corresp. ■

le pouvoir de l'imagination

Le pétrole, on s'en fout : l'énergie c'est nous...

Le défoulement au royaume du plastique...

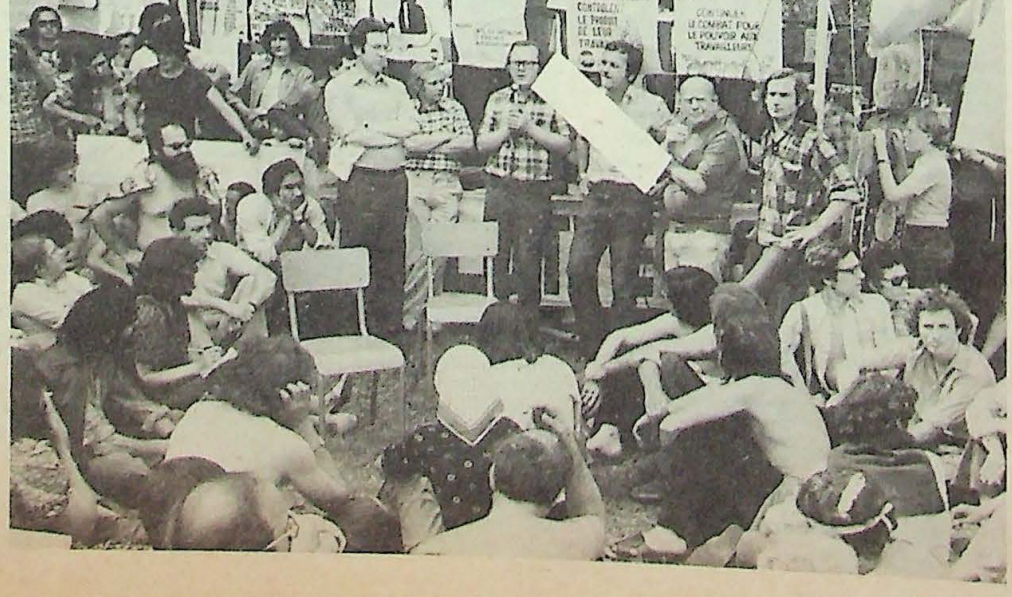
le rêve d'être un autre...



Aguigui Mouna, spécialiste de la fête quotidienne...

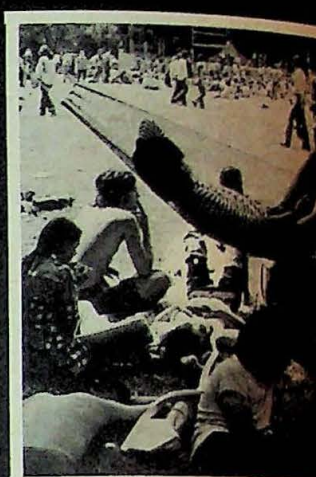
Visages de clown, masques tragiques...

et des débats pour le futur



De gauche à droite : CHAPUIS, secrétaire national, VOLOKINE (du Bureau national), MOUSEL (Région parisienne), LE GARREC (B.N.), LEDUC (R.P.) et NAJMAN (AMR)

hie

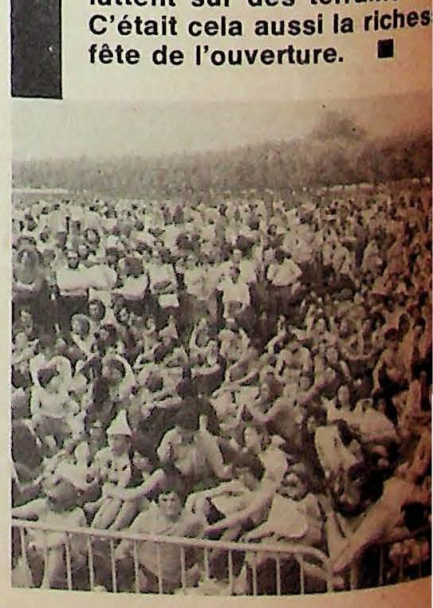


la f

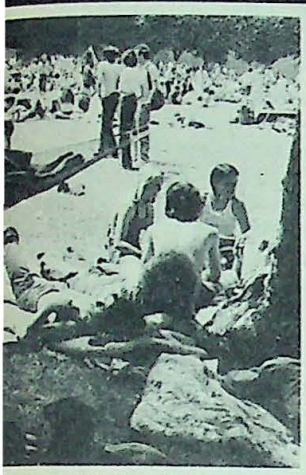
**C'était hier la fête du PSU, s
Meudon, à l'ombre du vieil o
ris. Michel Mousel a dit dan
bien elle constituait un défi
pas, à la « culture » pouss
ceux qui ont le socialisme t
ceux qui voudraient nous e
desquels bien sûr le pouvo**

**Ceux qui étaient les prés
18 et 19 juin à Meudon vou
sensation que tous ces défi
temps, à commencer par
changé en été la veille mêm
puis — ce n'est pas du triom
affluence plus importante q
buvettes, sur les pelouses
aires de jeu, au chapiteau,**

**Car il y avait plus de 100 s
lutte, minorités nationales
naux, fronts de lutte — dont
par des sections ou fédérati
sations ou associations am
nancier ; souvent les deux e
de trouver assemblés pour
ceux qui se battent pour c
s'ils sont souvent les hérit
luttent sur des terrains et
C'était cela aussi la riches
fête de l'ouverture. ■**



r...

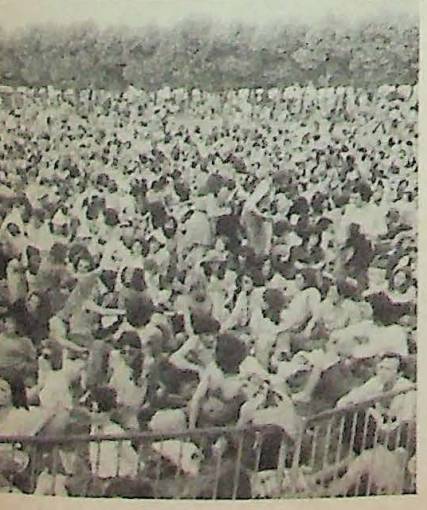


êtes

s terrasses ombragées de
rvatoire, au-dessus de Pa-
la semaine dernière com-
printemps qui n'en finissait
use qu'on nous impose, à
et le dogme ombrageux, à
rrer tous, au premier rang

s, ceux qui participaient les
nt peut-être dit : on a eu la
aient été relevés en même
i du printemps qui s'est
e notre rassemblement. Et
lisme que de le dire — une
année dernière auprès des
nt la grande scène, sur les
s les stands aussi.

ls à notre fête : peuples en
vailleurs immigrés, jour-
présentation était assurée
du parti, ou par des organi-
Propagande ou soutien fi-
mble. Une occasion unique
jours une bonne partie de
bjectifs communs, même
de traditions diverses, et
c des moyens différents.
e ces deux journées : une



une centaine de stands

● PAYSANS-TRAVAILLEURS
la vente du « Bergerac » au prix coûtant et le scandale des vins de Bordeaux

● MOUVEMENT ECOLOGIQUE
du jus de fruit à gogo, contre le saccage de ce qui nous reste de nature

● FEDE ALPES-MARITIMES
œillets, olives, roses, main-mise des promoteurs, et les idées d'Yvan Craipeau

● DISQUES « SUN-RECORD »

● VIVRE ET MILITER DANS LE 7e
les espaces verts réservés aux militaires et aux couvents

● LOGEMENT 15e SECTION
la rénovation qui chasse les Parisiens

● PARLONS-EN

● MLAC
chants pour conjurer la femme-objet, avorter ça n'est pas si difficile, on ne mendie pas un juste droit.

● ARMEE PSU
l'ennemi intérieur, c'est nous, comment se battre contre l'agresseur ; les droits du soldat

● GROUPE INSOUMISSION TOTALE
pas question de se laisser faire

● GROUPE ACTION NON-VIOLENTE
service civil, vive les forêts, l'insoumission est une impasse, Soljenitsyne et François Perroux... hum, hum !

● CSOC (OBJECTION DE CONSCIENCE)
le nouvel arrêté vient de paraître

● ANTINORM et COMITES SEXPOL
des « profs » de sexualité interdits de lycées

● GITS
les travailleurs sociaux sont-ils des bonnes à tout faire ?

● LYCEE DE MEUDON
un débat sur l'école, et une façon différente de parler aux parents

● LIBERATION
ou comment rester un quotidien

● PAYSANS-TRAVAILLEURS
envers et contre tout

● POLITIQUE HEBDO
ne courons pas ensemble le risque d'être baillonnés

● REVUE COMMUNISME
une nouvelle revue pour des « maos » intellectuels

● CERAP
en Espagne, la république toujours

● TRAVAILLEURS TUNISIENS, ALGERIENS, MAROCAINS
c'est nous les damnés de la terre

● TRAVAILLEURS IMMIGRES - 20e

● CHILI - 5e section

● ARTISANS CHILIENS

● COMITE DE SOUTIEN FRANCE - AMERIQUE LATINE
encore et toujours le Chili

● COMITE SAHEL
la sécheresse c'est aussi le produit de l'impérialisme

● UGTRF - 18e section
des immigrés de « l'intérieur »

● ASTI

● GRUNC
Lon Nol en brochettes

● PALESTINE
Nixon peut toujours parler

● UNION ETUDIANTS IRANIENS
le Shah torture et assassine les militants de gauche

● MTA
c'est nous les esclaves des temps modernes

● REVOLUTION SOCIALISTE ANTILLES
la bataille pour une imprimerie

● HAITI
le fils de Papa-doc vaut bien son père

● IRLANDE

● P.C. GREC ET COMITE ANTI-FASCISTE
des débats, et la visite de Moustaki

● FRENTE LIBERTARIO
l'Espagne libertaire

● JOURNAL PORTUGAIS
les déserteurs et réfractaires

● EDITIONS PLASMA
escroqueries des éditeurs marrons qui font du caviar avec les tripes des auteurs

● COMITE INFORMATION ITALIE
les luttes d'une voisine trop méconnue en France

● A.M.R.
des livres, et Najman sur le Chili

● OBJECTIF SOCIALISTE
priorité à la lutte contre l'impérialisme français

● MARC
Fontanet nous impose ce que les travailleurs refusent

● « 20 MAI »

● LUTTE OUVRIERE

● FEDERATION ESPERANTISTE
le combat (désespéré ?) pour un langage universel

● DECOUVERTE ET CULTURE
des vacances pas comme les autres, avec ce qu'il faut d'autogestion

● FCR (ROUGE)

● FRONT CULTUREL

● FEDE ESSONNE

● LIBAIR
encore des vacances différentes

● INTERIMAIRES CFDT

● PEUPLE FRANÇAIS
l'histoire des gens, opposée à celle des princes

● LIP - FEDE DOUBS
ils ne sont pas près d'oublier

● TRAVAILLEURS DARBOIS
Darbois a imprimé Darbois

● FEDE VAL D'OISE

● M.J.C. COLOMBES

● LUTTE OCCITANE - LARZAC

● EGCC EN LUTTE
cinquième semaine de grève

● BRETONS
plusieurs stands, du biniou : la fête était bretonne

● ENTREPRISES REGION PARISIENNE

● THEATRE 19e section

● HANDICAPES EN LUTTE

● PARTI SOCIALISTE
pas trop dépaysés

● ANTILLES-PSU

● IMPOTS-FINANCES-PSU

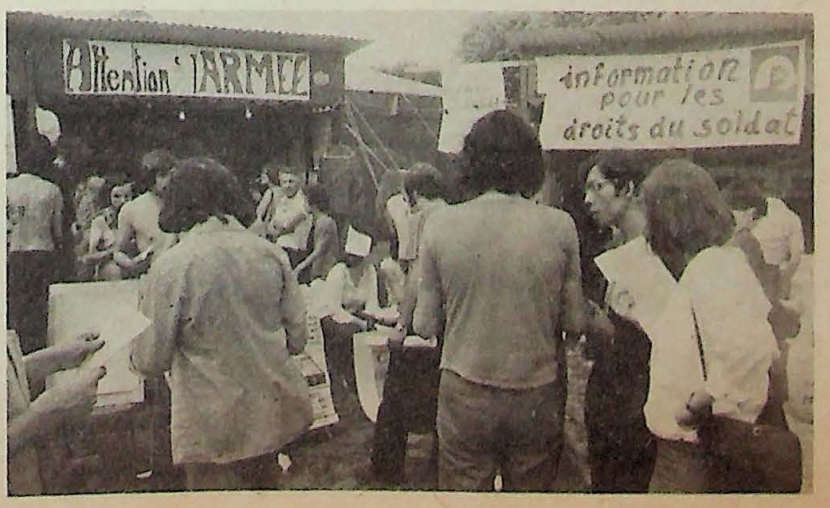
● FEDE BOUCHES-DU-RHONE

● JEC
aristide et les lycéens

●et bien sûr, SYROS et la FEDE REGION PARISIENNE

Un souvenir obsédant, une solidarité nécessaire

Pour ne pas mourir idiots...



le shah à Paris :

tortionnaire et homme d'affaires

Des procédés très sophistiqués...

« Sire, diverses sources soutiennent que des tortures sont infligées dans les prisons... » — « Le malheur, avec nos adversaires, c'est qu'ils nous sous-estiment. L'Iran a fait d'immenses progrès dans tous les domaines, y compris celui des interrogatoires... »! **Dans quelques jours, Giscard recevra en grande pompe l'homme qui incarne tous ces « progrès »...**

Celui qui pose les questions est un journaliste du « Monde », et celui qui répond est le grand Shah d'Iran, immortalisé du côté des rieurs par les frères Jacques, du côté des gogos et des afficionados de Jours-de-France - Ici-Paris - France-Dimanche par son mariage avec « la petite étudiante francophone » Farah Diba et les fêtes délirantes de Persépolis, du côté du peuple iranien enfin par le débit impressionnant de ses officines de torture et la cadence de ses machines à exécuter les opposants de toutes couleurs. Suite de cet édifiant entretien : **« Croyez-moi, la torture n'est plus nécessaire pour obliger des coupables à passer aux aveux »** « A quelles méthodes faites-vous allusion ? - **« Il y en a plusieurs, très sophistiquées, comme par exemple les pressions morales... »**

Le malheur veut que tous les services de police du Shah n'aient pas encore atteint ce degré de « compétence », malgré les conseils et appuis fournis par leurs collègues américains (l'ambassadeur des Etats-Unis en Iran se trouve être actuellement Richard Helms, l'ancien directeur de la CIA !). Ainsi, les militants de gauche iraniens connaissent-ils bien la « chambre de football », où un détenu est battu des heures durant par plusieurs brutes qui se le « repassent », simplement pour leur mettre le physique et le moral à zéro, sans même leur poser la moindre question. Ensuite, c'est « l'aveu » : interrogatoires au « finish », où les flics se relaient jour et nuit ; enfin, si le résultat n'est pas à la hauteur de l'attente des policiers, la « vraie » torture commence : **« Cela peut aller,** note un rapport de l'Union des Etudiants Iraniens de France, **de l'arrachage des ongles jusqu'aux pratiques consistant à faire asseoir le prisonnier sur des grands réchauds électriques, aux fractures volontaires du bras et des jambes, des chocs électriques, etc... et parfois plusieurs mois durant ».**

Le pire peut-être, de l'avis des tortionnaires eux-mêmes, est le fouettage de la plante des pieds : ça n'a l'air de rien à côté du reste ; mais, pourvu que les policiers y mettent un peu du leur et utilisent comme verges de gros câbles électriques, toute la chair des pieds, autour des os, peut partir en charpie. Et il faut alors avoir le courage d'un Homayoun Katirayi pour résister à un tel traitement.

la solution finale

Si l'Iran, par bien des côtés, est encore un pays sous-développé — l'opulence de la cour, de la bourgeoisie et de l'armée iraniennes masque mal la pauvreté du peuple — sa police, elle, ne l'est pas. La SAVAK, police politique, abat un énorme travail. Experte dans les techniques de torture, elle l'est aussi dans le faux témoignage, la substitution de preuve, et les « pressions morales » en tous genres, celles dont le Shah se fait aujourd'hui le défenseur. Dernière-née de ces techniques : un montage enregistré de hurlements de personnes torturées, mélangé à des bruits divers, qui est diffusé la nuit dans certaines prisons pour paniquer les condamnés ou les prévenus...

un gendarme

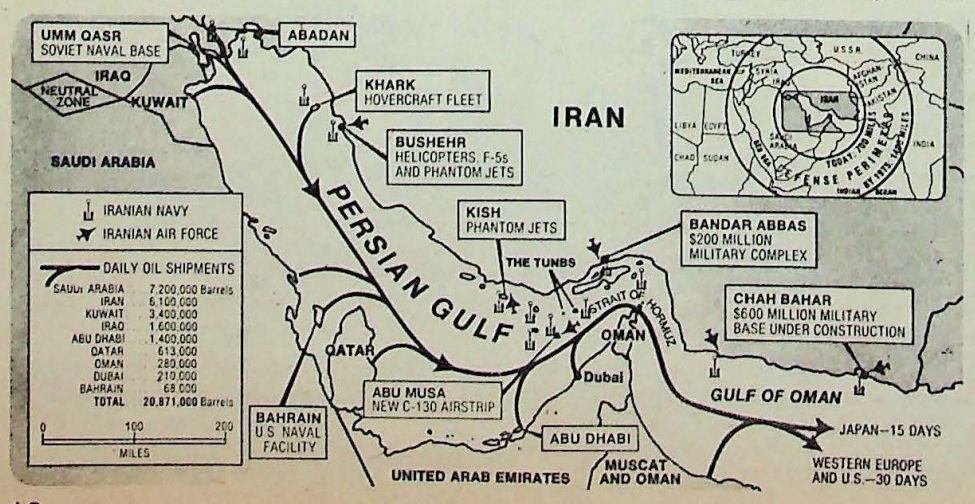
Et puis, après les tortures, la solution finale. Durant les six premiers mois de 1973, 6 condamnations à mort d'intellectuels (tous des sociologues) accusés d'avoir tenté d'enlever l'ambassadeur des Etats-Unis ; 12 exécutions de militants de l'opposition, qui s'ajoutaient aux 109 exécutions politiques officiellement annoncées depuis deux ans. Et en 1974, déjà, 8 exécutions d'écrivains, cinéastes, journalistes, qui n'étaient pas membres des mêmes organisations, avaient été arrêtés en des lieux et pour des motifs différents et ont pourtant tous été accusés d'avoir voulu tuer le Shah : toutes les forces progressistes dans le monde, et en particulier les associations internationales de juristes avaient protesté vigoureusement contre cette nouvelle mesure d'élimination physique d'opposants politiques qui confirmait la réputation du Shah : celle d'un dictateur d'extrême-droite, à la tête d'un pays qui joue dans cette zone du monde — et pour le compte des Etats-Unis — un rôle de gendarme de l'impérialisme.

Tel est donc le premier chef d'Etat que le président Giscard a choisi de recevoir officiellement et de montrer aux Parisiens : la flamme du Soldat inconnu, l'Opéra, les grands dîners, l'Hotel de Ville... Ce n'est pas un hasard : cette visite symbolise assez bien la nouvelle politique de coopération internationale que prône la « nouvelle » droite française. Coopérer oui, mais avec ceux qui le veulent bien ; c'est à dire avec ceux qui ont quelque chose à offrir, ou de quoi payer. Et l'Iran peut faire tout cela à la fois : c'est un des plus grands producteurs de pétrole du Moyen-Orient (avec l'Arabie Saoudite) ; l'argent coule à flot à Téhéran, et ne demande qu'à être investi.

De plus, l'Iran — tout musulman qu'il est — ne passe pas pour un champion de l'arabisme, et à plus forte raison du « socialisme arabe » ; depuis la chute du Dr Mossadegh, qui avait nationalisé les compagnies pétrolières,la royauté iranienne s'est alignée sans nuance sur l'Occident, et elle jouit de la confiance totale des Etats-Unis qui en ont fait leur tête de pont principal dans cette région : le pays dispose grâce à son protecteur yankee de moyens militaires fabuleux (cf. TS du 14 mars 1974 - **« Il y a du monde sur la route du pétrole »)** ; il fait la loi sur les frontières avec l'Irak et le Pakistan, ainsi que sur les mers de Bahrein et du Golfe d'Oman ; il soutient la rébellion nationaliste (Kurdes) de l'émir Barzani, et aide à réprimer le mouvement de libération d'Oman et du Golfe Persique (FPLOGA), il aide le Pakistan à venir à bout de l'agitation des habitants du Balouchistan, et ses navires commencent à prendre en charge une partie de la sécurité occidentale sur l'Océan Indien, le long des côtes d'Afrique, jusqu'à Johannesbourg. A « Newsweek », en mai 1973, le Shah avait confié qu'il comptait bien assurer la sécurité dans cette immense zone **« puisque l'Amérique répugne elle-même à y jouer le rôle de gendarme ».** Et à « Jeune Afrique », en avril dernier, il a dit que le potentiel militaire de son pays était à comparer **« avec celui de la France ».** Bref, cette terre reconquise par l'impérialisme aspire maintenant à jouer un rôle autonome, tant sont devenus importants les intérêts qui s'y sont fortifiés.

La France capitaliste, celle de MM. Ceyrac et Giscard d'Estaing, a senti tout le parti qu'elle pouvait tirer d'une saine « coopération » avec un pays de cet acabit, autrement plus intéressant que les petites « républiques-banane » de l'ancienne Afrique française. Vingt-cinq présidents des plus grandes sociétés et banques françaises (Poclain, Berliet, Schneider, CGE, Air Liquide, Peugeot, Thomson-CSF, etc...) se sont d'ailleurs rendus en mission de contact en Iran en mai dernier : ils ont été reçus par le Shah qui leur a offert de participer au financement du plan iranien (60 milliards de dollars en cinq ans). Et c'est bien de cela que le chef de l'Etat français s'entretiendra de vive voix avec le Shah à Paris du 24 au 27 juin, ignorant superbement, bien sûr, le « coût humain » de ce développement à l'iranienne. La morale politique n'est pas l'affaire des chefs d'entreprises, même lorsque ces entreprises sont des Etats.

Philippe MARIELIE ■



Sept millions de barils de pétrole d'Arabie saoudite passent chaque jour par le Golfe persique, 6 M. proviennent d'Iran, et 3 M. de Koweit. D'où la nécessité absolue pour les Etats-Unis et leurs protégés d'assurer la « sécurité » de cette mer : l'Iran prend en charge tous les ports de guerre et des bases aériennes sur son littoral, grâce à l'aide américaine. Il a occupé plusieurs îles du détroit d'Hormuz et en a fait des points d'appui qui contrôlent efficacement le passage. Enfin, il construit à Chah Bahar, à côté de la frontière pakistanaise, une énorme base militaire (600 millions de dollars) destinée à contrôler l'est de la zone et la sortie du Golfe

Allah est-il américain ?

Le cynisme paie en politique, c'est Nixon qui le dit ; et il le prouve une fois de plus en moissonnant en quelques jours de visite au Moyen-Orient les récoltes engrangées par Kissinger durant son mois de négociations marathon. Oublié le pont aérien de ravitaillement à Israël pendant la guerre du Kippour. Oublié aussi le Watergate : « **C'est une sale cabale montée par les Sionistes** », révèlent gravement les journaux d'Arabie Saoudite. Alors, pourquoi s'en faire ?

Mais s'il n'y avait que cela ! Dans les fourgons de « Tricky Dick », c'est tout un système qui s'avance en rangs serrés pour occuper les terrains reconquis diplomatiquement : les bâtiments de l'US Navy déminent le canal de Suez, les compagnies pétrolières raflent de nouveaux contrats de prospection, les trusts multinationaux s'apprêtent à construire une centrale nucléaire géante, à créer une mer artificielle dans le désert d'El Kattara, à poser un pipe line qui reliera la Mer Rouge à la Méditerranée, à « reconstruire » les villes détruites des bords du Canal, à installer leurs usines « clés en main » dans des zones franches aménagées le long du canal, et à écouler des stocks d'armes à gogo...

La « reconquête » de l'Egypte, brouillée depuis vingt ans avec les USA, c'est un verrou qui saute : la voie est libre pour la domination de tout le Moyen-Orient. A partir de l'Iran, de l'Arabie saoudite et d'Israël, têtes de pont éprouvées, défenseurs acharnés des intérêts yankees dans leurs zones respectives. Et maintenant du Caire, avec l'appui enthousiaste de Sadate, de son équipe, de toute la bourgeoisie égyptienne qui n'ont évidemment de « socialiste » que le nom.

Déjà, il était visible à l'œil nu que les hommes mis progressivement en place par le successeur du Raïs faisaient peu de cas du socialisme. Sadate, dans son discours d'ouverture du Congrès de l'Union socialiste arabe, en 1970, n'avait pas prononcé le mot une seule fois dans un discours de trente pages. Alors qu'il n'avait pas oublié le rituel appel à « **Allah, pour qu'il nous guide** ». Et Allah, cette fois, sera américain.

Reste cette « irritante » question des Palestiniens : qu'en faire ? Sadate, Assad, Hussein en ont parlé à Nixon, car la pression de leurs opinions est trop forte encore pour qu'il se taisent. Mais jusqu'à quand se croieront-ils obligés d'y faire référence ? Dans l'interview qu'il a donnée à « TS », Arabi Awad, un des leaders de la résistance en territoires occupés, fait entendre la voix de ceux qui ne veulent plus se faire oublier.

Ph. M. ■

la répression en Palestine

interview d'Arabi Awad leader de la résistance en territoires occupés

Cinquante cinq ans : Arabi Awad, au milieu des 180 membres du Conseil national palestinien, fait presque figure de patriarche. Militant de la première heure, il a déjà passé onze ans de sa vie en prison. Il a été expulsé de Cisjordanie en décembre dernier, avec huit de ses compagnons, auxquels il était reproché d'animer le Front National Palestinien en territoire occupé. Il continue la lutte de « l'extérieur » notamment de Jordanie, puisqu'il est un des principaux dirigeants du Parti communiste jordanien...

Le Front national palestinien que les autorités israéliennes ont maintes fois déjà tenté de décapiter, a été fondé en août 1973 », *nous a déclaré Arabi Awad au Caire, dans le hall de la Ligue Arabe que surveillaient des gardes armés de mitraillettes pendant les travaux du conseil national palestinien.* « **Son but : unifier toutes les forces patriotiques contre l'occupant israélien** ». *C'est ainsi que s'y côtoient diverses organisations de résistance, ainsi que le Parti communiste, des syndicats de travailleurs, des organisations professionnelles, et des « notables patriotes ».* « **On peut dire,** *souligne Arabi Awad,* **que c'est comme une petite OLP en miniature, qui fait d'ailleurs partie intégrante de la grande** ».

La lutte en territoire occupé est l'une des plus difficiles qui soit, et les Français qui ont eu l'expérience de la résistance contre l'occupant allemand en savent quelque chose. L'organisation est dans ces conditions une tâche vitale : « **D'où,** *précise Arabi Awad,* **le rôle du secret dans notre système de coordination. L'expérience des années passées nous a prouvé qu'il fallait nous y tenir : un mouvement trop « ouvert » tombe aisément sous les coups de la répression, comme l'on été par exemple les Comités nationaux trop « extensifs » en 1968 : ses leaders, facilement repérés, avaient été internés, les plus actifs étant finalement expulsés. C'étaient en fait les débuts de notre lutte de résistance, avec — dès 1969 — un grand mouvement de masse qui s'esquissait : toutes les cités de la zone occupée — Jérusalem, Naplouse, Betlehem, Hebron, etc... — étaient en ébullition...** ».

C'est avec cette époque que le Front national palestinien voudrait renouer, surtout à l'heure où se précisent les possibilités de créer — comme une étape sur la voie de la libération de l'ensemble de la Palestine — un embryon qui s'appellerait l'Etat de Cisjordanie. Mais les structures du mouvement sont aujourd'hui plus solides, et l'armature reste clandestine, si ses manifestations — qui empruntent la voix des organisations de masse — sont évidemment publiques. Depuis deux mois, une dure répression est d'ailleurs en cours : plusieurs personnes ont été internées. « **Beaucoup sont même férocement torturés** » *ajoute Arabi Awad,* « **mais cette fois, les mouvements de protestation sont également importants, et notre Front paraît considéré par toute la population arabe des territoires occupés comme son vrai représentant, ce qui déplaît beaucoup au roi Hussein** ».

un traitre

La représentativité : c'est un des grands problèmes de l'heure. Les stratèges des chancelleries parlent au Caire, à Beyrouth, à l'ONU ou à Tel-Aviv de la possibilité d'une délégation « mixte » palestinienne à la conférence de Genève, où se côtoiraient les délégués du royaume hachémite et ceux de la résistance palestinienne.

« **Nous n'accepterions pas,** *souligne Arabi Awad,* **de former une telle délégation. L'OLP est, à l'intérieur comme à l'extérieur, le seul représentant véritable du peuple palestinien. Après la guerre d'octobre, c'est apparu évident : les organisations de masse, les associations religieuses comme le Haut Comité Islamique de Jérusalem même ont choisi nettement l'OLP, et c'est en partie ce qui a motivé notre expulsion. Il n'y avait aucune, absolument aucune voix discordante dans ce concert, ce qui est une réalité nouvelle avec laquelle l'occupant doit maintenant compter** ».

« **Et c'est bien ce qui fait peur à l'entourage du souverain hachémite : quelques jours après notre expulsion, le roi a été contraint par la pression de l'opinion publique à accepter que nous participions à un meeting au Palais même, et les huit expulsés lui ont jeté à la face que l'OLP était seule qualifiée pour représenter le peuple palestinien et qu'il n'était qu'un traître dont personne n'attendait plus rien...** »

Que pense Arabi Awad de la création d'un mini-Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie, si Israël était contraint de s'en retirer ? « **C'est une étape qui peut être importante,** *dit-il,* **mais cela ne règle en rien le problème fondamental de notre peuple qui combat pour retrouver sa terre, toute sa terre, avec droit à l'autodétermination de tous. On ne pourra d'ailleurs atteindre ce but final qu'au prix de la défaite du mouvement sioniste qui se conduit agressivement, emprisonne ou expulse les Arabes de Palestine, les réduisant partout à la condition de réfugiés. Le retour au pays est indispensable de même que l'exercice de l'auto-détermination** ».

juifs et sionistes

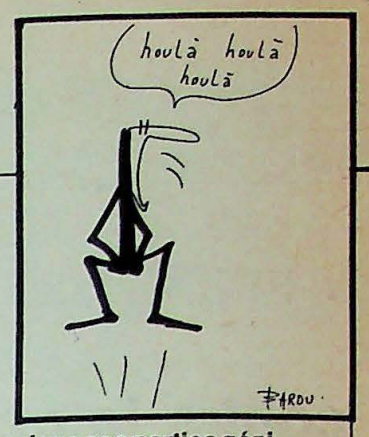
Dans cette perspective, Arabi Awad se déclare tout a fait d'accord avec la définition de l'Etat laïque et démocratique de Palestine qu'a donnée Nayef Hawathmé à un journal israélien en mars dernier. « **En réalité,** *poursuit-il,* **il n'y a pas un problème entre les Juifs et les Arabes, mais entre les Palestiniens qui veulent vivre sur leur terre et le mouvement sioniste qui fait tout pour les en chasser. Nous n'avons aucune haine contre les Juifs en tant que tels ; et nous ne voulons pas, nous, les expulser de cette terre. Mais tant que le sionisme militaire existera, la voie ne sera évidemment pas ouverte à la coexistence** ».

Les conditions de la lutte ne deviennent-elles pas de plus en plus difficiles ? « **Elles le sont, car l'occupant pourchasse tous les résistants maintenant, et il ne s'arrête plus aux frontières des territoires dont il s'est emparé, comme le montrent les bombardements dans les camps de réfugiés au Liban, les attentats contre les animateurs de la résistance palestinienne partout dans le monde. En Israël et dans les territoires occupés, la peine de mort pour les Fedayin est actuellement à l'étude... Mais l'important, c'est qu'en dépit de toutes ces difficultés, un grand mouvement populaire s'affirme dans les territoires occupés ; et qu'il devient conscient de sa force. Une des tâches du Conseil aura été d'organiser cette poussée en avant dans la direction de la lutte armée, de la résistance politique et de la résistance de masse qui restent nos axes essentiels de lutte** ».

Philippe MARIELIE ■

Des réfugiés palestiniens : une incessante migration

on ne tire pas dans les couilles d'un patron



Dans une prison du Sud-Ouest, un homme, un mécano de 46 ans, en a pour cinq années avant de revoir le soleil. Il se nomme Henri Solé et sa condamnation est celle d'une justice de classe qui atteint un camarade.

Tu y croyais pourtant au bonheur, Solé, ce matin de 1970 lorsque tu as été embauché à la briquetterie **Lartigues et Dumas,** de Gan (Pyrénées-Atlantiques). Pas lourd de salaire mais un logement gratuit pour ta femme, ta fille et toi.

Quand on a 46 ans, il faut s'accrocher. Tu as tout accepté. En juillet dernier, on t'a accusé à tort d'avoir détérioré une vulgaire R 4. Tu n'as rien dit. Tu as pris trois jours de congé et déboursé ton fric pour réparer cette saloperie de bagnole. C'était ça ou la porte. Celle de l'usine, comme celle du logement... gratuit.

Solé la bonne poire, ou **Solé on va lui faire suer le burnous.** C'est ce que disait sûrement le directeur **Bennegen,** ancien sous-officier qui sait y faire avec ces fainéants de Béarnais.

On t'a fait trimer camarade ; le jour, la nuit, le dimanche. Dès qu'il y avait une petite panne, un boulot dégueulasse : « **Allez chercher Solé** » hurlait Bennegen. Et tu y allais... c'est que : le logement gratuit et ta femme enceinte...

Et puis il y a eu ce samedi 11 août... Tu étais peinard chez toi et on vient te chercher... une nouvelle fois. Tu dis merde à Bennegen... Il te fout à la porte en t'aspergeant d'huile, toi et ta fille.

Alors tu vas chercher ton fusil. Juste pour faire peur à Bennegen. Ça réussit. Il veut te désarmer. Le coup part on devra amputer le directeur d'un testicule.

Et te voilà devant la justice. Tous les copains sont venus dire ce qu'il pensaient des méthodes de Bennegen. Même les gendarmes ont affirmé que « **le patron était dur avec maladresse** ». Rien n'y a fait. Pour l'avocat général tu as « **voulu blesser, et même avec précision frapper un homme dans ses parties génitales** ». Cinq ans : pour t'apprendre qu'on ne tire pas dans les couilles d'un patron.

Tout ce que tu as pu endurer, subir, ça ne compte pas... Et puis tu avais le logement... gratuit.

Solé, camarade, les copains bougent. On va te sortir de là. On dépanne ta femme et tes gosses... C'est peut-être dommage qu'on la découvre maintenant cette solidarité des travailleurs.

Courage, Solé, on se bat.

Jacques FERLUS ■

● **Message et soutien financier : CFDT syndicat du bâtiment 6 place de la République**

CIRCUITS-COURTS, COURTS-CIRCUITS...

Samedi 8 juin : directement du producteur au consommateur une vente directe de viande a été organisée par les Associations populaires familiales, les Associations syndicales des familles, l'Union Interprofessionnelle de secteur de la CFDT, le PSU du Val-de-Marne et le Centre cantonal des jeunes agriculteurs de Luzy (Nièvre). Le succès remporté par cette opération, aussi bien sur les points de vente que pendant la conférence de presse-débat qui a suivi, nous permet d'ouvrir de nouvelles perpespectives dans les relations si souvent ambigües des paysans et des autres travailleurs consommateurs.

A Champigny, Villiers-sur-Marne, la Queue-en-Brie, et dans d'autres villes de cette banlieue sud-est de Paris, les habitants des ZUP et autres grands ensembles ont pu assister et participer à une fête commune. Heureux les affamés de bonne viande à plus de 20 % moins chère que dans les super-marchés, heureux les paysans-éleveurs qui peuvent présenter leur produit en sachant où il va. Heureux tous ceux qui ont pu débattre de leurs préoccupations et découvrir ensemble qu'avec un peu d'imagination, on pourrait s'entendre pour donner un prolongement à cette journée...

Mais pourquoi organiser une telle vente ? De bonnes raisons :

— dénoncer les circuits de distribution actuels basés sur la recherche systématique du profit ;

— montrer qu'il est possible de faire un circuit court, où producteurs et consommateurs « trouvent leurs comptes » ;

— établir un contact direct entre paysans et consommateurs afin de permettre une connaissance réciproque de leurs problèmes ;

— assurer aux consommateurs l'exactitude de la qualité de la viande et de la catégorie des morceaux ;

— permettre enfin aux plus défavorisés de manger de la viande de qualité à un prix modéré, car il faut savoir — au cas où vous seriez végétariens ; sachez que le bifteck devient un produit de luxe.

Sans hésiter, on peut dire que ces buts ont été largement atteints, mais on comprend facilement aussi pourquoi à Pontault Combault ; les flics, alertés par les bouchers du coin, ont voulu saisir la viande...

Le pouvoir se sent menacé ; c'était si bien que les paysans et les travailleurs des villes se traitent mutuellement de « **petits propriétaires conservateurs** » et « **d'agents du communisme partageux** » !

Les voilà maintenant qui entrent ensemble dans le même combat de classe : c'est intolérable ! La bourgeoisie n'aime pas ce genre d'alliance. D'ailleurs voici des faits significatifs qui ne trompent pas :

— sur de telles bases, les paysans venus au contact des citadins provenaient du CCJA de Luzy, lui-même dissident par rapport aux instances officielles du CNJA inféodé à la FNSEA de Debatisse, qui pratique la plus honteuse des collaborations avec le pouvoir capitaliste ;

— sur une soixantaine d'invitations lancées à la presse, seuls trois ou quatre journaux (dont TS bien sûr !) ont jugé bon d'aller à la conférence de presse-débat.

bottes de foin

En cette fin de journée donc, la salle de ma « maison pour tous » de la Queue-en-Brie était pleine d'habitants du quartier qui n'étaient pas forcément des convaincus de la bonne cause ; mais lorsqu'on leur demandait pourquoi ils étaient venus acheter de la viande ou participer au débat, la plupart répondaient spontanément qu'hormis les 20 % d'économies appréciables, ils y cherchaient un contact chaleureux, une ouverture sur les problèmes paysans, et un prolongement à la manifestation du jour. Tel était bien l'objectif des organisateurs.

Les représentants des bouchers se trouvaient là aussi, et ils ont essayé de démontrer comment les charges sociales et le fisc les obligeaient à vendre plus cher que les prix fixés ; mais si au premier abord la perspective de boucheries autogérées n'a pas paru les enthousiasmer, le dialogue a été ouvert et doit se poursuivre. Les bouchers, en tant que spécialistes de la viande ne sont pas à rejeter, il y en a d'autres dans le circuit de la viande (TS vous en parlera bientôt) qui gagnent beaucoup plus d'argent sur le dos des paysans et des consommateurs en ne faisant que des transactions par téléphone...

Alors, quelle forme concrète donner à ce genre de vente en circuit court ? Le faire d'une façon régulière ? Utiliser la congélation grâce à des congélateurs collectifs ? Créer des coopératives autogérées par les parties en cause... le pouvoir est à l'imagination !

Pour développer les possibilités d'une unité paysans-travailleurs-consommateurs, les paysans présents ont invité les citadins à venir les rencontrer chez eux autant qu'ils le voudront.

Eh bien, les copains ! qu'attendez vous pour vous précipiter sur les bottes de foin plutôt que de vacharder sur le sable fin des plages ensoleillées ?...

Hector COIRON ■

● PRISONS :

contre la censure

Patrick Noulet, 26 ans, ouvrier typo, anarchiste, est en détention préventive à la Santé depuis 7 mois. Le 4 juin, il a commencé une grève de la faim pour protester contre le droit que s'arroge l'administration pénitentiaire de censurer les lectures des prisonniers. Une lettre a été envoyée le 12 juin à Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, pour lui demander de supprimer la censure. Serge Livrozet, auteur du livre « De la prison à la révolte » et animateur du Comité d'action des prisonniers, a écrit dans le même sens à Lecanuet, ministre de la justice. Et lundi, quelques écrivains — dont Michèle Manceaux, Clavel, Mauriac, Gavi et Livrozet — ont remis au directeur de la Santé une centaine de bouquins destinés à la bibliothèque des prisonniers.

Pendant cette action symbolique, des militants informaient les détenus en faisant circuler une voiture munie de haut-parleurs. Des heurts se produisirent avec la police. Quant à Patrick Noulet, il n'est sans doute pas arrivé au bout de son courageux combat puisque le ministre catho-démocrate Lecanuet, se jouant de la santé et de la vie même du détenu, a fait répondre que **«l'administration doit rester en mesure de contrôler la diffusion de publications dont le seul objet évident est de troubler l'ordre ».** Gardiens, exécutez !

■

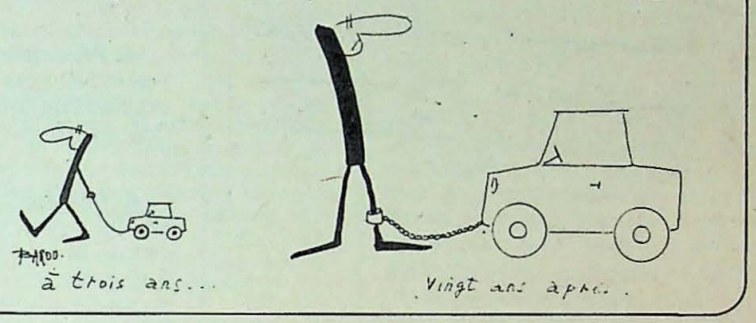
vive le président

Le soir du 19 mai, ceux qui font TS *étaient parmi les plus tristes : encore sept ans à dire sur tous les tons que ça va mal, toujours plus mal, encore plus mal ; on aurait aimé changer de chanson, passer du noir au rose, si ce n'était au rouge.*

Et voici qu'arrive cette nouvelle : le Président décide de ne pas engager la construction de la voie express rive gauche à Paris. Après que le Conseil de Paris eut adopté le projet, après que Pompidou eut dit qu'il fallait que « Paris s'adapte à la voiture », *on n'y croyait plus. On commençait à se faire à l'idée d'une autoroute en face de Notre-Dame après celle qui existe en-dessous. On croyait qu'avec la bourgeoisie au pouvoir, le lobby de la bagnole gagnerait toujours, dans sa guerre acharnée pour la défiguration de Paris.*

Eh bien, on s'est trompé. Il a au moins perdu cette bataille. Alors, ne faisons pas de détails. Pour une fois qu'ont peut le dire, disons-le bien fort : vive le Président !

J.G. ■



Hassan à Paris

Avec Hassan II et ses sbires, les étudiants marocains ne sont pas à la fête. Après avoir dissous officiellement l'Union des Etudiants marocains l'année dernière, le roitelet récidive en voulant fermer les locaux de réunion de la Maison du Maroc, à la Cité universitaire, qui servaient aux militants marocains ainsi qu'à d'autres mouvements (salle de réunion, salon). Pour empêcher ce qui apparaît bien comme une liquidation menée par les autorités marocaines, avec l'appui de celles de la Cité universitaire et du gouvernement français, les étudiants marocains ont entâmé le 20 juin une grève de la faim, et organisent des délégations et un meeting **le mercredi 26 juin,** à la Maison du Maroc, avec l'appui de l'ensemble des organisations de gauche françaises et des associations arabes d'étudiants.

■

un nom :.....

une adresse :.....

.....

et un chèque de 60 F

T.S. **9, rue Borromée - 75015 Paris**
C.C.P. Paris 5.826.65

FO : la grand messe du réformisme

Force Ouvrière vient de tenir à Toulouse, la semaine dernière, son douzième congrès. Et ceux de ses militants qui se veulent les continuateurs de la vieille CGT, disent que c'était le quarante quatrième... Quoi qu'il en soit, ce fut un congrès dans la grande tradition de FO qui, depuis bientôt 30 ans, reste imperturbable face aux événements du pays. Que ce soit mai 68 ou les dernières élections présidentielles.

Plus que jamais la réunion de la troisième confédération syndicale est apparue comme la grand messe du réformisme. N'en déplaise aux solides anticléricaux de FO. A Toulouse, il ne s'est rien passé d'important pour la classe ouvrière française. Les participants y ont dans leur majorité renouvelé leur adhésion aux grands principes du syndicalisme libre, de l'anticommunisme parfois. Ils se sont sentis unanimes pour repousser toutes les idées nouvelles.

Dans la ville même où le PSU avait paufiné son projet de socialisme autogestionnaire, Bergeron a choisi de le clouer au pilori : **« L'autogestion porte en elle le germe de deux dangers, mortels pour le syndicalisme : le corporatisme sur le plan de l'entreprise et l'intégration à un Etat disposant de tous les pouvoirs : politiques, économiques, et sociaux »** Bergeron gagne un exemplaire du manifeste du PSU.

le socialisme oui ou non ?

Pour être logique avec une telle démarche, FO est obligée de condamner toutes les initiatives de type nouveau. Et on a parlé à Toulouse de la lutte des **Lip** avec des mots qui seraient insultants pour les travailleurs si par malheur ils arrivaient à leurs oreilles. Ce ne sera heureusement pas le cas.

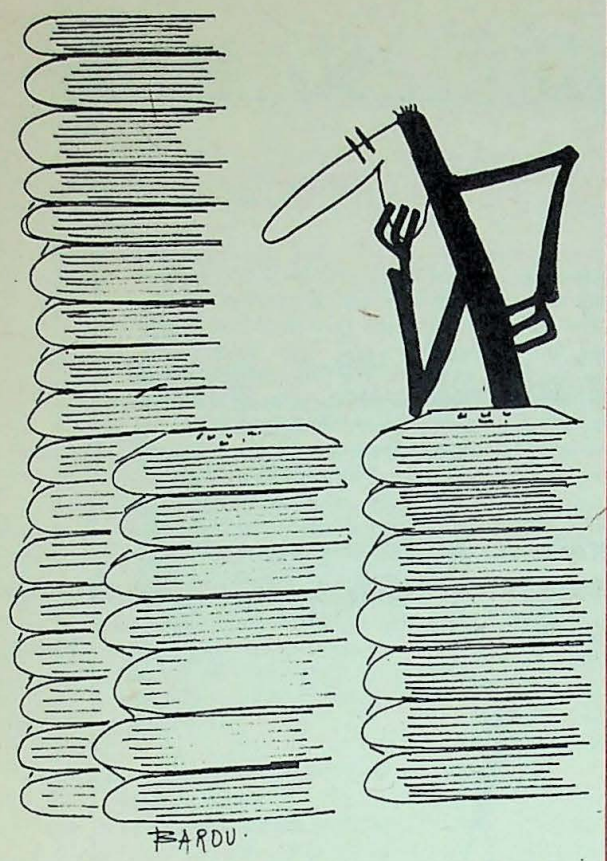
Bien sûr, il existe dans les syndicats FO des militants ouvriers qui s'interrogent au fur et à mesure de l'escalade de la confédération. Bergeron doit, au fil des années, faire face à des questions de plus en plus nombreuses, du type de celle entendue à Toulouse : **« Est-ce que oui ou non nous sommes toujours pour le socialisme ? »**

Hélas dans les congrès FO, la plupart des questions demeurent sans réponse. Et la ligne de la direction confédérale est approuvée par plus de 85% des mandats. Une ligne qui se situe aux limites du réformisme et qui se trouve résumée dans cette phrase de Bergeron : **« Le problème du responsable (syndical) est de discerner ce qui est possible et ce qui ne l'est pas ; c'est avoir assez de sagesse pour accepter, ou pour subir, ce qui ne peut être empêché et la volonté de lutter pour atteindre les objectifs que l'on s'est librement fixés ».** FO sera toujours bien reçue à l'Elysée. Et lundi, au lendemain de son congrès, elle l'a été le même jour que Ceyrac...

Face à cela, on ne peut que s'interroger, une nouvelle fois, sur la participation de certains militants de gauche, et plus particulièrement encore d'extrême gauche, à l'action de cette confédération. Certes les ambiguïtés de FO permettent les pratiques sectorielles, localistes, groupusculaires ; mais FO c'est, pour l'ensemble de la classe ouvrière, la ligne développée par Bergeron. Alors que pour la lutte ouvrière, l'heure est aux choix clairs, certains camarades devraient quand même fixer des limites à leur propre compromission

Jacques FERLUS ■

POUR PAS BRONZER IDIOTS



Des vacances, c'est-y pas l'occasion d'être moins cons? Enfin, encore moins que d'habitude quand le boulot, la vaisselle, le métro, la bagnole, le parti, les mômes, les femmes, les hommes, le marché, et tout ce qu'il y a entre — dans n'importe quel ordre — quand tout ça finit par te vous bouffer une vie en moins de deux. Comme ça, on s'est dit, on te leur donne des envies de lecture, des fois qu'y voudraient pas bronzer idiots. Allez : sans rancune !

● **Comprendre l'inflation.** De nombreux livres ont paru ces temps derniers sur le problème économique actuel le plus grave, l'inflation. Ils sont de qualité très inégale. Trois d'entre eux émergent du lot.

D'abord, « **La politique des prix** » de Jean Charpy (Calman Lévy). C'est le plus clair des trois, le plus lisible pour un non initié. Jean Charpy développe, statistiques à l'appui, des thèses sur l'inflation que le PSU a souvent défendues. Restant toujours près des réalités concrètes de la vie économique, c'est un excellent ouvrage de formation. Avantage pour certains, qualité pour d'autres, son absence de références à la théorie économique le distingue de « **La société d'inflation** » de René Maury (Seuil) qui aborde entre autres thèmes la sociologie de l'inflation. Celui-ci critique rigoureusement la conception statique de l'école classique et est en quelque sorte une réponse anticipée à « **L'anticapitalisme** » de Paul Fabra (Arthaud). Le titre de ce dernier livre, qui vient de paraître, est en effet ambigü : on s'attend à voir développer une théorie du socialisme ; il n'en est rien. C'est au contraire un retour aux principes fondateurs de l'économie politique du début du XIXe siècle que l'auteur préconise. Les tenants de la théorie dite néo-classique sur laquelle est fondée le capitalisme moderne sont aussi vivement critiqués que les tenants de l'économie marxiste.

Pourquoi alors conseiller ce livre ? Parce que son exceptionnelle tenue théorique en fait un des meilleurs stimulants à la réflexion depuis longtemps et qu'il offre en particulier des pistes intéressantes quant à l'analyse de l'inflation moderne. Dommage qu'une telle prestation intellectuelle soit réservée aux seuls spécialistes.

J.G.

● **Entretiens avec Allende sur la situation au Chili,** par Régis Debray (éd. Poche Points Actuels). Pour éclairer le courage et les contradictions d'un homme d'Etat socialiste face au pouvoir. Confidences chaleureuses, rappels historiques et annotations de Debray donnent une réelle épaisseur à ce livre.

● **Ligues et fascismes en France (1919 - 1939),** par Philippe Machefer (P.U.F.). Fondamental comme rappel historique à un moment où l'on voit « du fascisme » partout et un peu à tort et à travers. Pour l'auteur, c'est le radical-socialisme qui évita le fascisme à la France en lui substituant « cet antimilitarisme républicain à la Clémenceau, dans la pure tradition jacobine », notamment par la « grâce » de Daladier. Une centaine de pages dont plus de la moitié en documents et points de vue.

● **Photographie et société,** par Gisèle Freund (Points-Histoire). Le coup du clic-clac est vieux de plus de 150 ans. Un survol historique sur ce qui est devenu un langage.

● **Les visiteurs du soir,** d'après le film de Marcel Carné. Un livre-film : quelques centaines de photos légendées avec la bande-son. Autant dire que tout le film y est, pour un peu qu'on se souvienne des jeux d'Arletty, Jules Berry, Alain Cuny, Fernand Ledoux. Suivi des biofilmographies des principaux acteurs et techniciens. De la belle ouvrage autour de la belle époque de Carné (256 p. - 49 F - Ed. Balland).

● **La réalité sexuelle,** de Roger-Pol Droit et Antoine Gallien (380 p. - 35,50 F - Ed. Laffont). 22 entretiens constituent la trame de cette enquête en France sur la misère sexuelle ; enquête réalisée avec l'aide de sexologues dits « cliniciens », mais qui ne la ramènent pas trop dans le livre, merci. Notre camarade Odette Cahier, morte depuis comme on le sait, y apporta son concours depuis le centre d'orthogénie de Rouen, ainsi que Jean Gondonneau, en tant que secrétaire général du MFPF. Ce n'est pas un rapport Kinsey français, ça n'a pas de valeur statistique ; mais « ça parle » bougrement. Prenant le pas sur les médecins, les auteurs ont su faire ressortir l'importance essentielle des conditions de vie dans l'insatisfaction sexuelle et montrer l'illusion d'une libération par des apports techniques et cliniques.

● **La torture et les pouvoirs,** de J.C. Lauret et R. Lasierra (504 p. - 42 F - Ed. Balland). Qui est pour la torture ? Personne. Qui est contre ? Tout le monde. On n'a pourtant jamais torturé aussi allègrement que de nos jours. Brésil, Chili, Grèce, Turquie, Vietnam — pour s'en tenir aux « modèles » du genre — valent sans doute bien les « classiques » d'hier : Allemagne nazie, URSS, Algérie. Pour les auteurs, ce n'est pas la matière qui a dû manquer. Aussi ne se sont-ils pas cantonnés à l'exposé des méthodes d'aveux, mais ont-ils élargi leurs propos à des formes plus insidieuses (policières, médicales, psychiatriques) pour en dégager une réflexion sur le pouvoir : « De même que le sadisme est une perversion de la libido, la torture est une perversion de la politique (...). Elle est la fille bâtarde du pouvoir s'unissant à la terreur ».

● **Les temps modernes,** de juin (10 F - 22 rue de Condé - 76006 - Paris). Pour ceux qui passeraient des vacances en Italie sans trop insister sur les Doges et Sixtine, un numéro sur le thème « Lotta continua : la leçon italienne ». Des textes d'analyse et une présentation du groupe révolutionnaire par lui-même. Et aussi un essai sur les délégués intitulé « Gramsci, Bordiga et les conseils turinois ».

● **Nous allons tous crever** - numéro spécial de la revue « Protection contre les rayonnements ionisants » (10 F - 12 rue des Noyers, 77390 - Verneuil l'Etang). 2e édition mise à jour. Faut profiter de bronzer avant de partir en morceaux : Jean Pignero fait un historique sérieux et documenté depuis le « point zéro », 8 novembre 1895 (découverte des rayons X par Roengten) jusqu'à « l'an 78 de l'ère des rayonnements ionisant » — ou « an 31 du chaos nucléaire » — en passant par toutes ces menues réjouissances atomiques, amuse-gueules d'avant l'apocalypse. Recommandé pour le voyage à Mururoa.

● **La France militarisée,** par O. Brachet, C. Pons, M. Tachon (éd. du Cerf, 96 pages, 9,80 F). Ecrit par trois militants du Groupe d'action et de résistance à la militarisation de Lyon (GARM). Eléments d'analyse d'une situation complexe : 300 000 travailleurs vivent des industries liées à l'armement ; quel rôle économique et financier joue cette production ? Quelle volonté politique l'anime ? Thèmes de réflexion essentiels sur cette France, troisième au palmarès mondial des ventes d'armes après les USA et l'URSS. Indispensable à tout anti-militariste conséquent.

● Et aussi, dans la foulée, le n° 3 de la revue « **Alternatives non violentes** » (4 F, 22 rue de l'Eglise - 69003 Lyon) consacré à syndicalisme et non violence. Articles sur les luttes ouvrières (Lip, Italie, USA) et entretiens avec Danilo Dolci et Richard Chavez (frère de César).

● « **Chemin faisant** », de Jacques Lacarrière - (Fayard - 36 F) 1000 kilomètres à travers la France... à pied. Evasion du monde de la vitesse, des HLM et du béton, pour retrouver les fraîcheurs d'un sous-bois, la saveur d'un fromage de chèvre ou d'un verre de vin de pays, le goût d'une eau de source pas encore polluée, un urbanisme humain ; partir à la découverte des mots, des légendes, de la nature, rencontrer des inconnus... les choses simples de la vie.

● **Machiavel,** par Jean-François Duvernoy (Bordas - 272 pages - 38 F). Plus que philosophe, Machiavel fut, surtout homme d'Etat dans l'Italie de la Renaissance. Secrétaire du gouvernement qui avait chassé les Médicis de Florence, ambassadeur souvent en des missions difficiles auprès des « Grands » de l'Europe du moment, puis emprisonné quelque temps, exilé, mort en quasi-disgrâce. Qui n'a entendu parler de « machiavélisme » pour désigner la politique sans scrupules ? L'importance de Machiavel est énorme pour comprendre le rapport que l'homme moderne entretient avec l'univers politique. Par la notion de « fortune », la pensée de Machiavel se sépare des conceptions chrétiennes au sujet de la Providence ; grâce à la « Virtu », l'homme de Machiavel invente un monde politique qui n'a aucun répondant naturel, qui est libre et sous la seule responsabilité de l'homme qui l'instaure.

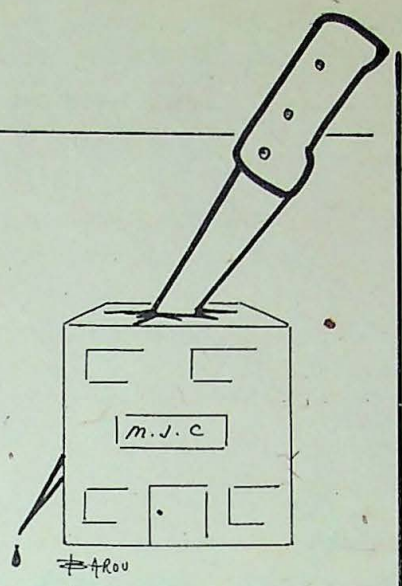
● **Les bagnes d'enfants, dieu merci, ça n'existe plus,** de Jacques Fresco (Maspero/pédagogie). A travers la grève menée dans deux centres (Flers et Caen) en 1972, la réalité de ce qu'on appelle « rééducation ».

● **Louis Lengrand, mineur du Nord** (Seuil 21 F) - Maria Craipeau répercute en un récit chaleureux cette vie de travail commencée à 13 ans à la mine, couronnée 30 ans après par une retraite anticipée et la grâce d'une silicose à 80 %. C'est raconté en chtimi-francisé : révolte et humour ; dureté et tendresse : « Et maintenant, ils chantent encore moins, ceux qui sont restés à la mine. Ils sont silicosés. Ils ne chantent pas, ils toussent ».

front

bouillons de culture

TS a déjà longuement évoqué la mort lente des MJC, clubs et organisations socio-culturelles, étouffés par les municipalités qui, sous prétexte qu'elles financent leur installation, pensent avoir le droit de juger des activités. Comme bien souvent l'esprit souffle à gauche et que les mairies respirent dans l'autre sens, les foyers de culture sont asphyxiés.



● **VIRY-CHATILLON :** une MJC qui marche, qui a beaucoup d'adhérents ; le maire, depuis septembre 1973, refuse la salle des fêtes, alloue une subvention insuffisante, veut créer un centre socio-culturel « bon teint » à 100 mètres de la MJC qu'il veut détruire. Parodiant Messmer, il proclame **« La MJC c'est terminé ».** Les usagers ont constitué un comité de soutien qui n'a toujours pas été reçu par le maire. La patience a des limites.

● **FOUGERES.**

Agent de développement communautaire ? C'est quoi, au juste ? Personne n'est capable de définir ce poste. On sait qu'il dépend de la Caisse d'Allocation Familiale... Alors, les heureux promus à ce titre font ce qu'ils pensent être utile, tel Jacques Faucheux contre lequel le député-maire, Jacques Cointat, est parti en guerre.

Quoi de « scandaleux » dans l'action menée par Jacques Faucheux ? Les contacts avec les travailleurs, l'action sociale menée dans les quartiers (posant les problèmes de l'urbanisme et de l'animation de la ville) ? Où et pourquoi implanter des équipements socio-culturels ? Rechercher les besoins culturels des jeunes ? Organiser des activités pour la petite enfance et travailler à la prévention auprès des enfants inadaptés et perturbés ? L'action en direction des personnes âgées, des travailleurs sociaux, les liaisons avec l'école pour animer et découvrir la ville ? Le travail avec les organisations familiales ?

Assurément tout ça est dangereux pour le pouvoir en place. Et d'autant plus, en l'occurence que Jacques Faucheux s'est permis de se présenter aux dernières élections cantonales contre le conseiller général UDR sortant, M. Tronchot, à St Brice-en-Coglès. Vous voyez bien que ce fonctionnaire fait de la politique !

Françoise CLAIRE ■

● **LE CIRQUE « BONJOUR ». Ça va mal aussi dans le cirque. Surtout pour ceux qui veulent l'actualiser, comme le font Victoria et Jean-Baptiste Thierrée. Par la qualité de son travail, cette équipe doit être reconnue comme une troupe de création et, cemme telle, recevoir une subvention de la part des Affaires culturelles.**

Pour encourager le Cirque Bonjour, on peut prendre contact : 4 avenue Parmentier - 75011 - Paris - tél. 357.63.55.

● **CARNET MONDAIN :** La société Pathé-Marconi-Emi France a le plaisir de vous informer que son chiffre d'affaires a été de 120 millions de francs pour 1973. Son taux de croissance annuel est de 15 %. Un disque français sur 5 est édité par Pathé. Le trust international Emi annonce qu'il vend le cinquième de la production mondiale. Nous tenons à féliciter M. et Mme Pathé-Marconi-Emi qui ont bien réussi dans la vie. Par ailleurs, nous tenons à féliciter ceux qui croient encore que le capitalisme — contrairement aux méchants Russes — respecte la liberté d'expression.
C'est vrai, après tout : si vous n'êtes pas conforme à l'idée qu'un trust se fait de la « variété », **vous avez toujours le droit de faire un disque à compte d'auteur, de le distribuer vous-même, de ne pas passer à la radio. Vous aurez la satisfaction de vivre dans un pays libre.**

● OU VA L'ARGENT : **D'après la Fédération nationale des centres culturels communaux, si l'Etat accorde 0,51 % de son budget aux affaires culturelles (dont 1/10e sont réservées au seul centre Beaubourg à Paris) les conseils généraux y consacrent 1,2 % et les communes 3,8 %.**

Donc, les édiles locaux se plaignent de la carence de l'Etat. Ils n'ont pas tort. Malheureusement, dans bien des cas, les maires tirent argument de cette carence pour mettre la main sur la gestion des équipements socio-culturels : sous prétexte que l'Etat ne paye pas, les municipalités veulent « voir où va l'argent » **et municipalisent à tour de bras. Résultat fréquent : moins de liberté pour les responsables de MJC et des FJT et plus de répression.**

● TOUJOURS L»AQUITAINE : **La mission d'aménagement de la côte, bombardée de Paris avec un gros tas de subvention, veut sauver la région de la ruine. Pour cela, Biasini, le président, doit organiser un tourisme rentable : plus de campeurs** (« déprédateurs »), **mais de l'immobilier. Malheureusement, il y a des résistances. Les deux premiers projets sont bloqués : à Capbreton, le tribunal administratif devra juger de la propriété des terrains prévus pour être bradés aux promoteurs. A Lacanau, les projets succèdent aux projets : ceux qui respectent la dune sont refusés par les promoteurs (pas assez vendables). Affreux dilemne pour Biasini qui devra renier toutes ses promesses et plier devant la loi du fric.**
Qu'à cela ne tienne. Biasini n'aura pas le temps d'être l'Arthur Conte de l'Aquitaine. (Il y en a déjà un : Philippe Saint-Marc, renvoyé pour manque de réalisme). On va adjoindre au président un secrétaire général « chargé de la concrétisation ». **Il s'appelle Jean-Pierre Morelon. Et maintenant, il va falloir que ça tourne. Il y aura bientôt des immeubles de six étages en front de mer.**
Des détails pour sourire tristement : « des pénétrantes passant aux pieds des immeubles permettront l'accès public à la plage ».

Et comme le capital investit à Lacanau sera norvégion, il y aura des maisons individuelles...norvégiennes.

Il paraît que Biasini a un jour déclaré : « je fais faire aux Aquitains de la régionalisation sans le savoir ». **Mon dieu que le problème est bien posé dans cette belle petite phrase !**

J.B.

vient de paraître

18 F franco chez SYROS

Rocard
Il manifesto

suite de la p. 16

lisme. Mais si on analyse les points sur lesquels s'exprime cette volonté, il s'agit précisément de secteurs qui touchent au fondement même du système de production : consommation marchande, division du travail, absurdité des rapports sociaux, pollution, système de formation, type d'habitat urbain...

Autrement dit, si la gauche était capable de synthétiser en termes d'alternative socialiste ces besoins encore confus et épars, elle rencontrerait un écho considérable. Aujourd'hui, il n'y a pas de réelle alternative social-démocrate. Car la social-démocratie vit plus encore que les régimes de droite de la logique expansionniste du capitalisme. Elle n'a pas les moyens d'affronter, elle aussi, la phase historique qui s'ouvre. La crise institutionnelle touche, on le voit bien en occident, aussi bien les gouvernements social-démocrates que ceux de droite.

Pour la France, nous sommes aujourd'hui arrivés à un carrefour. Ou bien une social-démocratie se recrée avec un poêle révolutionnaire marginalisé et cela signifie à terme l'échec de la gauche pour prendre le pouvoir, ou pour en faire quelque chose.

Ou bien se constitue une force socialiste réelle sur la base d'une restructuration politique et sociale constituée en gros à partir du PS, du PSU et de la CFDT, et des forces sociales en mouvement depuis 6 ans.

Si ce projet réussit, cela ne veut pas dire, bien sûr, que nous aurons du jour au lendemain un **« parti socialiste à la chilienne ».** Mais la pente sera celle-là. Les conséquences seront à mon avis décisives. Cela voudra dire en effet la naissance d'un parti socialiste à forte base populaire dotée d'un projet de société et d'une stratégie d'articulation entre luttes sociales et luttes politiques. Cela permettra à la dynamique unitaire avec le PC et la CGT de se construre sur de nouvelles bases.

L'enjeu n'est pas mince puisqu'il consiste à se donner le moyen de prendre le pouvoir pour ouvrir une alternative socialiste, avec toutes ses conséquences internationales que cela entraine. Ni le **PSU** ni l'extrême gauche ne peuvent y réussir par le seul développement linéaire de leurs organisations. D'où l'importance de ce seuil de « restructuration ». De l'avenir de cette perspective dépend finalement l'avenir de Mai 68 : simple parenthèse dans l'histoire du mouvement ouvrier français ou au contraire base de son renouvellement et de sa future victoire. ■

ENTRETIEN

Michel Rocard
Il Manifesto

L'entretien qui suit a eu lieu entre Michel Rocard et **Il Manifesto,** à la demande du journal italien. Nous le publions dans TS avec l'accord de nos camarades du Manifesto que nous remercions.

1 Tout d'abord, quelle est votre appréciation du résultat des élections, du rapport des forces qui s'installe en France actuellement, sur le degré de cohésion et la possibilité d'une réelle constitution d'une politique bourgeoise. La bourgeoisie a-t-elle assez de cohésion et de forces pour faire ouvertement une politique déflationniste. Qu'en pensez-vous ?

— **Michel ROCARD :** Pour réussir, Giscard est condamné à changer les enjeux de la bataille. Derrière « **le changement de style** » il y a une idée force : immobiliser la gauche sur le plan politique pour éviter sa liaison avec des luttes sociales sur lesquelles il sera — il le sait — en position défensive. Hormis la satisfaction de quelques revendications immédiates, il ne peut en effet engager de politique sérieuse en matière de désinflation pour la bonne raison que l'inflation n'est plus un phénomène conjoncturel traitable par des manipulations monétaires, mais un phénomène structurel lié au maintien de fortes inégalités sociales. Le capitalisme occidental a fondé sa survie et son développement depuis la dernière guerre sur la logique expansionniste comme source de régulation des frustrations et contradictions engendrées par ce mode de production.

La baisse du taux de croissance, la raréfaction des ressources naturelles, l'élévation du prix des matières premières auront à cet égard des conséquences aussi bien sociologiques et politiques qu'économiques.

Le capitalisme est arrivé aujourd'hui à un seuil où il doit développer de nouveaux mécanismes de régulation et d'intégration. Cette phase historique offre une chance aux forces qui, au sein du mouvement ouvrier européen, se battent sur les thèmes de l'alternative socialiste. Elles n'ont pas le droit de la laisser passer.

2 Quelle stratégie la gauche française devrait-elle et pourrait-elle proposer ? En plus des luttes salariales qui seront le résultat de la poussée inflationniste, quel autre type de lutte ? La force donnée par le score à gauche le 19 mai permet-elle un plan d'attaque tant que Giscard est encore relativement faible ? Il y a les propositions de lois déposées par Mitterrand et les Radicaux à l'Assemblée. Voyez-vous un autre terrain de luttes sociales, politiques et non seulement revendicatives ou institutionnelles ? Quels en seraient les temps, les objectifs, les priorités ?

— **M.R. :** Nous avons toujours pensé que la perspective autogestionnaire et la stratégie de contrôle ouvrier et populaire devaient devenir assez rapidement des points d'appui, sinon pour la totalité du mouvement ouvrier français, du moins pour sa fraction dominante.

L'autogestion d'abord. Si comme nous le pensons, le mode de production capitaliste entre aujourd'hui dans une nouvelle phase historique, il faut proposer des systèmes alternatifs, bref redonner un contenu au socialisme lui-même. Cela suppose de lever à la fois l'hypothèque du socialisme bureaucratique et de définir un projet qui corresponde aux enjeux de la période : crise du modèle de consommation marchande, crise des mécanismes de représentation politiques, crise d'une organisation sociale qui expérimente, jusqu'à l'absurde le développement de la division sociale du travail. Bref, l'autogestion ne doit pas être une sorte de mythe généreux, mais la proposition d'une alternative concrète au capitalisme. Ce qui suppose une stratégie anticapitaliste qui articule les luttes politiques et sociales avec ce projet au lieu d'entériner la coupure chère aux sociaux-démocrates entre « **programme à court terme et programme à long terme** ».

L'objectif de la stratégie de contrôle ouvrier et populaire est précisément de réaliser cette liaison. Elle est la seule en effet à pouvoir attaquer le capitalisme en bloc, c'est-à-dire en tant que système économique, idéologique et constitutionnel en évitant qu'il ne récupère sur un terrain ce qu'il est obligé de céder sur un autre. L'efficacité d'un combat comme Lip a tenu précisément à cette globalisation du conflit. De plus, c'est une stratégie qui du même coup créée les conditions d'une conscience de classe politique et pas seulement économique. Or, il s'agit là de la condition nécessaire pour qu'en cas d'accession au pouvoir, la gauche puisse bénéficier d'une mobilisation populaire réelle et non d'une simple base électorale.(...)

3 Après avoir marqué une hésitation et des critiques face au Programme commun, vous vous êtes engagé aux côtés de François Mitterrand. Dans quelle mesure vous reconnaissez-vous dans l'horizon de sa campagne électorale ? Que ce soit dans la CFDT ou au PSU, étaient présents des éléments qualitativement différents du réformisme évident et profond de Mitterrand. Vous vous êtes souvent greffé sur une action révolutionnaire que la campagne électorale, se voulant réelle et concrète, ne pouvait pas avoir. Pourtant, ces besoins, ces actions ne sont pas inventées. Représentent-ils des besoins des minorités ou bien des besoins de fond qui ne deviennent conscients que dans la minorité ? Et alors comment les exprimer ? Quels rapports voyez-vous entre Mai 68 et l'expérience politique de ces dernières semaines ?

— **M.R. :** C'est la dernière question qui est la plus importante. Il s'agit de savoir si Mai 68 constituera la base du renouvellement du mouvement ouvrier français ou s'il servira seulement de référence idéologique à un courant marginalisé. Tout notre désaccord avec l'extrême gauche française vient de là. Nous pensons nous qu'il faut prendre les moyens nécessaires à la réalisation de la première alternative. Cela nécessite d'accepter un temps de maturation et de transition des forces politiques et syndicales. (...) La campagne électorale a permis sur ce point d'amorcer un déblocage ; le fait que le courant autogestionnaire ait mené une bataille unitaire a limité en partie notre autonomie organisationnelle, mais a en contrepartie fait progresser considérablement nos objectifs parmi les masses populaires. (...) Cela nécessite une analyse et une stratégie dynamique au sein du mouvement ouvrier et non à l'extérieur. Pour la première fois depuis longtemps, il est possible que celui-ci s'engage majoritairement sur une autre voie que celle d'un réformisme qui face à Giscard devient non opératoire. L'erreur de la gauche « révolutionnaire » française est de ne pas avoir analysé les mutations qui depuis Mai 68 affectent en profondeur les couches populaires et retentissent du même coup, même de façon déformée, sur les organisations politiques et syndicales(...).

4 Quel est le sens politique du « besoin de changement » que 49,30 % des Français ont exprimé ? Il y a une poussée réformiste de fond qui exprime probablement une crise objective de la société et qui va au delà de ses expressions politiques. En d'autres termes, ce besoin de changement est-il l'expression d'une crise encore interne au système ou implique-t-il une crise plus profonde, même si elle est encore confuse ? Entre réformisme et révolution, il y a un clivage idéologique (et pourquoi) assez profond. Dans quelle mesure ce clivage a-t-il agi ou s'est-il estompé dans la lutte politique menée par la gauche autour de Mitterrand ? La CFDT a exprimé son « besoin de parti », quel parti ? Quelle plateforme ? Quel rapport avec ce qui reste de la SFIO ? Quel rapport avec la poussée révolutionnaire de Mai 68 ?

— **M.R. :** Poussée réformiste de fond ? Oui et non. Oui dans la mesure où, dans la volonté de changement actuelle, n'est pas vécue clairement la nécessité d'un système alternatif au capita-

▶▶

Photos : AFP (10-11) - Fabrice Laurent (12) - Pascal Lebrun (8-9) - Christian Poulin (8).